



# Campagnes solidaires

Mensuel de la Confédération paysanne

N° 330 juillet-août 2017 - 6 € - ISSN 945863



**La Conf' a 30 ans : eux aussi !**

## Adhérez à la Confédération paysanne !

Depuis 1987 – 30 ans donc ! – les militants et militantes de la Confédération paysanne se battent partout en France pour la défense des droits, du revenu, de l'autonomie et de l'avenir des paysannes et des paysans.

Ce combat syndical s'inscrit dans la volonté de soutenir une agriculture créatrice d'emplois, de dynamique des territoires, d'une alimentation de qualité et respectueuse de son environnement.

C'est pourquoi ses militant.es sont mobilisé.es au quotidien, sur leurs fermes, dans leurs départements, au niveau national et international, contre les dérives d'une agriculture industrielle et les politiques qui la soutiennent.

Implantée partout, en métropole et en Outre-mer, la Confédération paysanne est un syndicat représentatif qui siège dans la plupart des institutions du monde agricole. Chaque jour, ses militant.es y portent la voix des paysannes et des paysans et se battent à leurs côtés sur le terrain. C'est cette expertise qui est mise au service du combat politique et qui nourrit les luttes menées aussi avec les citoyens et d'autres organisations du mouvement social.

### Des revendications cohérentes et concrètes

Le travail quotidien de la Confédération paysanne s'appuie sur des travaux et expériences menés en lien avec la Fadear (Fédération des associations pour le développement de l'emploi agricole et rural) pour construire la démarche de l'agriculture paysanne.

À savoir :

- n Autonomie, pour des paysans qui décident au quotidien sur leur ferme ;
- n Maîtrise et répartition, pour des productions cohérentes avec les besoins et les potentialités des territoires ;
- n Emploi, pour des fermes nombreuses et à taille humaine qui faciliteront de nouvelles installations ;

- n Développement local, pour des paysan.nes ancré.es dans les dynamiques de leurs territoires, actrices et acteurs de leur économie ;

- n Qualité, pour une alimentation avec des produits sains, savoureux, non-standardisés et accessibles ;

- n Environnement, pour une nature préservée, condition indispensable du travail des paysan.nes et de l'avenir de l'humanité.

Ce projet, construit et appliqué sur des milliers de fermes, permet à la Confédération paysanne de porter des revendications cohérentes et concrètes. En faisant le choix d'une démarche, et non d'un modèle, elle ne se pose pas en exemple mais propose un autre rapport à l'agriculture, accessible à toutes et à tous.

Rejoindre et adhérer à la Confédération paysanne, ce peut être simplement soutenir son action, la renforcer, faire nombre, ou selon les envies et les disponibilités, s'engager plus fortement dans l'action ou des tâches d'organisation, d'animation ou de représentation...

À chacune et chacun sa place !



Pour trouver la Confédération paysanne de votre département : [http://confederationpaysanne.fr/pres\\_de\\_chez\\_vous.php](http://confederationpaysanne.fr/pres_de_chez_vous.php)

### Un numéro spécial

Le journal que vous tenez entre vos mains est un numéro spécial de *Campagnes solidaires*, publié à l'occasion des 30 ans de la Confédération paysanne.

Le numéro suivant, à paraître début septembre, retrouvera les rubriques habituelles du mensuel : actualité, point de vue, agriculture paysanne, internationales, initiatives, terrain...

Pendant l'été, il sera toutefois possible de suivre l'actualité et les prises de position de la Confédération paysanne sur le site Internet du syndicat : <http://confederationpaysanne.fr>

## Notre diversité, c'est notre énergie pour le combat social



**Cécile Muret,**  
paysanne dans le Jura, 37 ans,  
secrétaire nationale

**L**es adhérents et les adhérentes de la Confédération paysanne forment une palette multicolore où tous les tons se marient allègrement. Vous pourrez le constater dans ce numéro spécial, publié à l'occasion des 30 ans de « la Conf' », en lisant les parcours et portraits d'une trentaine de paysan.nes confédéré.es trentenaires. Toutes les productions sont présentes, toutes les circonstances d'installation. Et toutes ces expériences se retrouvent dans le syndicat. Toute cette diversité, c'est l'énergie de la Conf'. Elle s'harmonise et réalise le tour de force de porter tous ses combats en dehors du corporatisme et au-delà des dissensions qu'il peut y avoir entre les différentes productions. Bien sûr qu'il est parfois difficile de se comprendre, mais nous passons chaque fois le cap et en sortons grandis.

Pour que ces hommes et ces femmes continuent de vivre de leur métier, pour que d'autres envies se concrétisent, nous avons besoin de la Conf' afin de porter ensemble les combats nécessaires contre toutes les aberrations idéologiques qui peuvent très vite nous broyer, quels que soient les choix réalisés, et de manière insidieuse consumer doucement mais sûrement toute la masse paysanne et laborieuse.

Les projets de chacun, de chacune, sont différents, les portraits témoignent d'une diversité créative pour être « en accord avec soi », pour « relocaliser », pour « donner du sens à sa production »... Toutes ces initiatives individuelles ou collectives localement nourrissent le projet de la Conf', mais en aucun cas ne peuvent suffire aux nécessaires changements politiques pour enrayer la doctrine libérale qui pour l'instant voudrait régir nos vies. Pour universaliser ces initiatives, il faut porter notre projet politique au quotidien, oser le retravailler régulièrement pour l'adapter aux problématiques nouvelles. La Conf' avance toujours sur ses deux pieds, entre le développement d'une agriculture paysanne et la défense de ses travailleurs. Nous ne pouvons penser la lutte pour notre revenu, la lutte pour nos droits sociaux, sans envisager la nécessaire transition de systèmes agricoles à bout de souffle car inféodés à une pensée et à des politiques qui auraient dû s'arrêter au XX<sup>e</sup> siècle.

Enfin, chaque jour nous constatons que notre condition est semblable aux autres travailleuses et travailleurs : nous sommes méprisés, nous sommes déshumanisés, il nous faudra imaginer plus qu'une solidarité, mais bien une convergence des luttes pour résister.

Alors, oui, la Confédération paysanne a plus que jamais de l'avenir. Ses fondations sont solides, il faut les renforcer, les faire évoluer et nous les faire nôtres. Nous ne sommes pas seuls face à l'adversité et aux politiques iniques, nous sommes des milliers pour imaginer et porter la Conf'. Pourvu que ça dure, car y a du pain sur la planche! n

Mensuel édité par :  
l'association Média Pays  
104, rue Robespierre - 93170 Bagnolet  
Tél. : 01 43 62 82 82 - fax : 01 43 62 80 03  
campsol@confederationpaysanne.fr  
www.confederationpaysanne.fr

www.facebook.com/confederationpaysanne

Twitter : @ConfPaysanne

Abonnements : 01 43 62 82 82  
abocs@confederationpaysanne.fr

Directeur de la publication :  
Laurent Pinatel

Directeur de la rédaction :  
Christian Boisgontier

Rédaction : Benoît Ducasse et Sophie Chapelle

Secrétariat de rédaction :  
Benoît Ducasse

Maquette : Pierre Rauzy

Dessins : Samson

Diffusion : Anne Burth et Jean-Pierre Edin

Comité de publication :  
Jo Bourgeois, Michel Curade, Véronique Daniel, Temanuata Girard, Florine Hamelin, Jean-Claude Moreau, Josie Riffaud, Geneviève Savigny, Véronique Léon

Impression : Chevillon  
26, boulevard Kennedy  
BP 136 - 89101 Sens Cedex

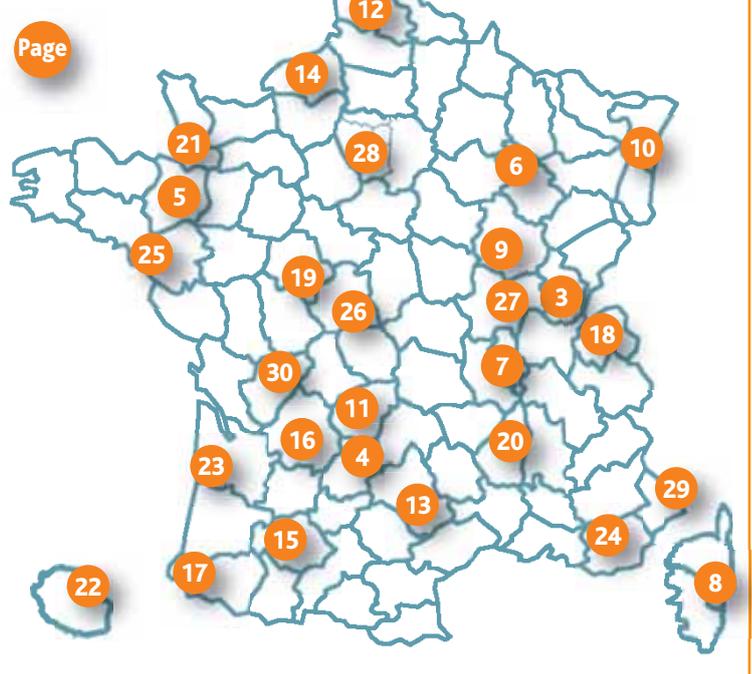
CPPAP n° 1121 G 88580

N° 330 juillet-août 2017

Dépôt légal : à parution

Bouclage : 27 juin 2017

### Sommaire



## Une transmission réussie

**Anaïs Pérez et Cyril Vorobioff élèvent des chèvres pour la production de fromage, à Prudhomat, dans le Lot. Ils travaillent avec Valérie, la compagne du paysan qui leur a cédé ses parts au sein du Gaec et témoigne de cette transmission.**

**T**ransmettre ses convictions ou ses idées est un exercice rarement évident et qui peut se révéler fastidieux ou source de plaisir suivant les circonstances. Les transmissions de pouvoir sont souvent douloureuses, à voir comment beaucoup s'y accrochent comme la moule à son bouchot ! Alors, transmettre une ferme... Car il y a un peu de tous ces ingrédients dans une ferme : des convictions, du pouvoir, beaucoup d'idées et de savoir-faire accumulés patiemment au fil des années paysannes.

Ils sont arrivés au printemps 2011, pour voir... Voir s'il était possible de reprendre une petite ferme en production caprine avec transformation fromagère et vente directe située dans la vallée de la Dordogne lotoise. Anaïs n'a pas oublié ses racines paysannes de par son grand-père qui pratiquait la polyculture et l'élevage non loin de Sarlat, en Périgord. Son BTS la conduisait plutôt vers le développement local et durable, forcément durable. Mais des visites de petites fermes commençaient à faire germer en elle un désir d'agriculture paysanne ! Cyril, 25 ans comme elle à l'époque, mais sans aucun lien familial avec l'agriculture, la rencontre en BTS à Neuvic, en

Corrèze. Quelques stages en *woofing*<sup>(1)</sup> plus tard, ils ont fait leur choix de vie : ils restent ensemble et seront paysans, les chèvres pour Cyril et le maraîchage pour Anaïs. Un passage par Florac, en Lozère, pour obtenir le « passeport BPREA », puis deux années d'apprentissage et ils se sentent prêts à s'installer.

### Trouver la ferme

Oui mais voilà, trouver une ferme à sa mesure s'avère aussi laborieux que de changer la Pac ! C'est l'indispensable Adear du Lot<sup>(2)</sup> qui fait le lien ; ils prennent rapidement contact pour une transmission possible. La ferme : 12 hectares avec un troupeau de 75 chèvres alpines chamoisées menées par Patrice, à l'origine de l'exploitation, installé depuis plus de trente ans, et Valérie sa compagne, chevière et fromagère bien en place depuis une dizaine d'années. Après un été de réflexion, Anaïs et Cyril sont embauchés en CEFI (Contrat emploi formation installation), financé par la région Midi-Pyrénées, et au bout d'un an Cyril reprend les parts de Gaec de Patrice pour s'associer avec Valérie. Anaïs démarre son activité de maraîchage en conjointe collaboratrice.

Travailler en agriculture paysanne est une évidence pour Anaïs et Cyril, même s'ils n'en connaissent pas encore tous les contours<sup>(3)</sup> ! Trop jeunes pour se souvenir du démontage du Mac Do de Millau en 1999, ils ont eu l'avantage de découvrir au lycée les OGM et le cynisme de leurs promoteurs. Ils s'installent sur une ferme « militante », conduite par une présidente de l'Afocg

Quercy<sup>(4)</sup> et un ancien secrétaire national de la Confédération paysanne. Alors l'adhésion au syndicat se fait sans hésitation (et sans aucun chantage !). Et quand il faut renouveler l'équipe syndicale, Cyril se retrouve plus vite que souhaité au comité départemental ! Anaïs prend sa part en entrant au conseil d'administration de l'Adear. S'ils ont découvert que la majorité des paysannes et des paysans ne suivait pas – ces inconscients ! – la Confédération paysanne, il était fort motivant de se sentir soutenu par la société dans son ensemble. Les modes d'action, non violents mais déterminés et pédagogiques, plaisent énormément, en lien avec l'indispensable représentativité syndicale. Et les deux jours passés au Congrès de la Confédération paysanne, en avril 2017 à Muzillac (Morbihan), n'ont fait que renforcer les convictions de Cyril sur la force et l'importance de la structure nationale que l'on n'appréhende pas toujours dans son département.

Alors quand on transmet sa ferme et ses convictions, l'impression de perdre ou d'abandonner quelque chose de précieux s'efface totalement au profit de l'intense satisfaction de voir le chemin se poursuivre dans la même direction, tout en évoluant au gré des personnalités et du contexte. ▢

**Patrice Vidieu, ancien paysan sur la ferme d'Anaïs, Cyril et Valérie**

(1) Réseau pour la transmission des savoir-faire agricoles bio : [www.woof.fr](http://www.woof.fr)

(2) Association pour le développement de l'emploi agricole et rural, née de la volonté de paysans de la Confédération Paysanne de créer une structure qui porte et accompagne des actions locales de développement agricole et rural.

(3) [www.agriculturepaysanne.org](http://www.agriculturepaysanne.org)

(4) Association de formation collective à la gestion – [www.interafocg.org](http://www.interafocg.org)



À la ferme du Gaec de l'Autre chèvre, à Prudhomat (Lot) : Anaïs, Valérie et Cyril. La ferme fait également partie du réseau Accueil Paysan, réseau national (et même international) de fermes en agriculture paysanne qui pratiquent l'accueil touristique et social : <http://www.accueil-paysan.com/fr>

### Quelques chiffres

- 75 chèvres alpines chamoisées sur 12 hectares en vallée, tout en herbe. Achat des céréales chez des voisins.
- 37 000 litres produits en agriculture biologique en 2016, lactation de mi-février à début décembre.
- Production diversifiée : caillé frais, « moulés louche », cabécous, bûches, cendrés et tommes de chèvre.
- Chiffre d'affaires : 103 000 euros dont 5 000 euros d'aides Pac + 5 000 euros de crédit d'impôt.
- Vente directe sur les marchés (3 par semaine) et à la ferme pour environ 75 % (région touristique), magasins bio et superettes pour environ 25 %.
- Maraîchage sur 3 500 m<sup>2</sup>, dont 600 m<sup>2</sup> de serre.

## « L'engagement syndical aide à prendre confiance en soi »

**Charlotte Kerglonou-Mellier est paysanne en Ille-et-Vilaine. Éleveuse de vaches laitières, livrant son lait à Lactalis, son objectif est de construire et faire vivre une ferme à taille humaine.**

Quand Charlotte, 30 ans cette année, évoque son cheminement avec la Confédération paysanne, les mots semblent venir tout seuls. Pour cette Finistérienne, installée en production laitière près de Rennes avec Christophe son mari, à l'évidence il n'y pas d'opposition entre épanouissement personnel et engagement collectif : les deux se nourrissent mutuellement.

Les racines de son engagement sont profondes : des parents militants, un père qui s'installe en 1995 après un temps de professorat, une mère d'abord installée avec ses parents, « engagée, plutôt féministe et qui refuse

de faire entrer des distinctions sexistes dans sa vision du métier ». Alors forcément, « les discussions à la table familiale façonent une certaine manière de voir les choses ! », se rappelle la jeune paysanne.

Son histoire met en lumière comme une contradiction, propre à beaucoup d'enfants de paysans : celle du coup de main qu'il faut donner à la ferme hors temps scolaire, souvent vécu comme une contrainte et qui finit par participer à construire une vocation. Malgré une envie d'études agricoles, elle suit une formation générale. Puis viennent les rencontres marquantes : « un stagiaire qui adorait les vaches ». « J'aimais cette proximité avec les animaux et l'ambiance qu'il y avait autour ».

Elle s'oriente vers un BTS agricole au Lycée du Rheu, près de Rennes. Période d'épanouissement : « Des jeunes d'un peu partout, assez ouverts, des visites de fermes herbagères, avec une approche globale, qui faisaient envie. »

Elle effectue ensuite des remplacements dans des fermes, devient salariée d'une association. Mais l'accueil mitigé de certains éleveurs voyant arriver une fille lui fait découvrir que l'égalité hommes/femmes n'est pas encore gagnée. En 2010, elle rencontre Christophe « qui venait de s'installer ». L'installation, Charlotte en rêvait dans son



Finistère natal mais ses nouvelles attaches en décident autrement. En 2011 elle rejoint Christophe sur sa ferme « qui fonctionnait, plutôt bien, sur le modèle intensif des parents ».

Christophe et Charlotte peuvent produire alors 360 000 litres de lait, sur 43 hectares. La recherche de foncier supplémentaire s'avère compliquée et coûteuse ; elle amène à un premier contact avec la Confédération paysanne d'Ille-et-Vilaine. En 2013, Charlotte participe à l'assemblée générale du syndicat avec « l'envie de partager des valeurs communes avec d'autres paysans ». De fil en aiguille, elle intègre le comité départemental, le bureau, devient trésorière : « Dans le bureau, on partage beaucoup de choses, on parle de ses problèmes, on donne et on reçoit ».

### Une formation continue

Sur la ferme en 2015, la situation financière se tend : « On ne gagne plus rien et on dépense beaucoup ». L'engagement syndical de Charlotte lui permet de trouver des arguments pour convaincre Christophe de la nécessité d'une remise en cause de leur système. Le syndicat, « c'est une formation continue : rédiger, structurer ses pensées, prendre confiance en soi ». Et Christophe rejoint l'Adage, un groupe d'éleveurs herbagères<sup>(1)</sup>. La visite du groupe sur sa ferme

est pour lui « une super journée ». Le couple entame alors une démarche d'autonomie fourragère. Aujourd'hui, ils produisent 60 000 litres de lait de moins que leur droit à produire<sup>(2)</sup> et malgré la crise, « il n'y a pas eu de dégradation de trésorerie ».

Charlotte croit au combat syndical mais fonde peu d'espoirs sur la bonne volonté de Lactalis qui collecte leur lait : « Tant que les paysans n'auront pas compris l'intérêt d'une organisation collective, ça n'avancera pas ! ». Alors quel avenir ? « Poursuivre une démarche d'autonomie, cela nous ramène toujours à la charte de l'agriculture paysanne<sup>(3)</sup>. » Passer en bio ? « Je ne pensais pas que c'était possible, pourtant c'est une perspective qui se rapproche. » Mais avant tout, « construire une ferme à taille humaine ». Les vacances, c'est encore compliqué (une semaine en 2016 avec Christophe et les enfants), mais Charlotte n'oublie pas ses loisirs : « les sorties cinéma », et ce plaisir plus personnel : « un atelier chant, pas pour donner des représentations, pour moi ». Comme un jardin secret. n

**Henri Daucé,**  
paysan retraité en Ille-et-Vilaine

(1) [www.adage35.org](http://www.adage35.org)

(2) 420 000 litres, sur 58 hectares.

(3) [www.agriculturepaysanne.org/la-charte-de-l-agriculture-paysanne](http://www.agriculturepaysanne.org/la-charte-de-l-agriculture-paysanne)

# « Notre campagne n'est pas une poubelle nucléaire ! »

**David Soyer, 28 ans, est céréalier à Bure, à la limite de la Meuse et de la Haute-Marne. Il s'y bat contre le projet Cigéo, porté par l'Agence nationale de gestion des déchets radioactifs (Andra) : 300 km de galeries souterraines pour enfouir 99,9 % de la radioactivité issue du parc électronucléaire<sup>(1)</sup>.**

**Peux-tu présenter ta ferme et expliquer comment tu es devenu paysan ?**

Je suis installé à Bure, dans le Sud de la Meuse. J'ai repris l'exploitation familiale en 2012 après la mort de mon père. Tout le monde nous harcelait pour qu'on vende la ferme. Ma mère est d'origine mauricienne. On a subi le racisme. Des voisins et des agriculteurs voulaient qu'on parte mais on n'a rien lâché.

J'ai appris sur le tas et j'ai aussi passé un brevet professionnel, un BPREA, à Bar-le-Duc. Dans la région, les céréales dominent. Avec la crise du lait, l'élevage se casse la gueule. Du coup, je cultive du blé, de l'orge, du colza, du maïs et des pois. On possède 65 hectares en propriété et 25 en location, dont 11 en bail précaire loué à la Safer, renouvelable ou non chaque année. Ce n'est pas une grosse exploitation. Dans le coin, la moyenne tourne autour de 150 hectares, et il y en a pas mal qui se gavent, avec 600 hectares, voire des milliers.

Je n'étais pas prédestiné à l'agriculture. J'avais bossé avant dans la charpente métal-

lique mais les chantiers, l'usine, ce n'était pas pour moi. Je pensais avoir plus de liberté en reprenant la ferme. Je réalise maintenant qu'on est tenu par les règlements européens, Bayer et compagnie... Les grosses coopératives du coin nous méprisent, elles sont dans des sociétés partout, en Ukraine, en Australie... Et puis, bien sûr, il y a l'Andra, l'Agence nationale de gestion des déchets radioactifs qui projette de construire sa poubelle nucléaire, appelée Cigéo, en bordure de mes champs.

**Qu'est-ce que ça fait d'être paysan à proximité d'un tel projet ?**

L'Andra a accaparé les terres agricoles – 3 115 hectares en 2015. Ils ont spéculé sur le prix du foncier qui est passé de 3900 à 6500 euros l'hectare. À cause d'eux, je ne peux pas trouver d'autres parcelles, les paysans sont condamnés à la survie.

L'Andra s'est d'abord présentée comme un simple laboratoire de recherche. Elle disait qu'elle allait même redonner la terre aux paysans. Elle nous a menti sur toute la ligne et les élus locaux ont été complices !

En face de nous, c'est l'État, le fric et la police aussi. Quand le négociateur foncier de l'Andra est venu dans ma ferme, il m'a dit : « De toute façon, tout le monde a signé, vous êtes les derniers ». Tu te sens comme un con, écrasé, isolé.

La pression est quotidienne. Tu peux perdre d'une année sur l'autre les baux précaires que la Safer loue pour le compte de

l'agence... Dans le Sud de la Meuse, l'Andra, c'est le nouveau seigneur !

**Comment t'es-tu engagé dans la lutte contre le projet Cigéo ?**

J'habite juste à côté de la « Maison de la Résistance » où se retrouvent les opposants et les opposants à Cigéo. On a appris petit à petit à se connaître. C'est drôle l'ambiance que crée cette maison dans le village, il y a toujours plein de monde. J'ai retrouvé là-bas un esprit de quartier, ça apporte de la vie.

J'ai aussi rencontré d'autres paysans et c'est avec eux que l'on s'est mobilisé. On a conduit des tracteurs pendant les manif et soutenu Jean Pierre Simon, un paysan en procès pour complicité avec l'occupation du bois Lejuc (cf. CS n° 329). Cette occupation de la forêt dure depuis près d'un an. Elle nous a montré qu'ensemble, on pouvait bloquer la machine, ça nous a donné beaucoup d'espoir et de force !

**Pourquoi as-tu adhéré à la Confédération paysanne, comment vois-tu l'avenir ?**

Chez moi, les conséquences du modèle industriel prôné par la Fnsea frappent aux yeux : la pollution, l'agrandissement à tout prix, la disparition des fermes...

J'en ai marre de faire de l'agriculture conventionnelle. Je songe à me convertir au bio et à développer l'agroforesterie dans mes champs, à replanter des haies, des arbres. C'est ça l'avenir, pas une poubelle nucléaire ou des champs irradiés !

J'ai des projets en tête : faire une foire paysanne, des marchés, des événements, apporter de la vie sur ce territoire qui en a bien besoin ! On n'est pas très nombreux à la Confédération paysanne de la Meuse mais il faut que l'on porte ces initiatives, qu'on relance un bon mouvement social agricole dans le Grand Est ! C'est urgent ! n

Propos recueillis par **Gaspard d'Allens**, résistant à Bure contre le projet Cigéo et co-auteur du livre « Les Néo-Paysans », paru en 2016<sup>(2)</sup>



Les paysannes de la Confédération paysanne participent à la résistance contre le projet Cigéo, à Bure, destiné à l'enfouissement des déchets radioactifs de haute activité et à vie longue issus de la filière nucléaire française. 3 115 hectares de terres agricoles et de forêt sont concernés. David Soyer : « L'Andra s'est d'abord présentée comme un simple laboratoire de recherche. Elle disait qu'elle allait même redonner la terre aux paysans. Elle nous a menti sur toute la ligne et les élus locaux ont été complices ! »

(1) <http://burestop.free.fr/spip>

(2) *Les néopaysans*, Gaspard d'Allens, Lucile Leclair, ed. Seuil-Reporterre, 144 p., 12 euros.



Jérôme Guinand, 37 ans : « Les réunions, ce n'est pas mon truc, mon engagement se fait plutôt dans les actes. »

## En lutte contre un projet d'autoroute

**Entre Lyon et Saint-Etienne, la Ferme du Mornantais<sup>(1)</sup> pourrait être coupée en deux par un projet d'autoroute porté par Laurent Wauquiez, le président de la région. Tout un territoire riche d'agriculture paysanne pourrait être détruit. Jérôme Guinand organise la résistance.**

L'averse est imminente, les bottes de foin sont encore dehors mais le tracteur est en panne. Cela laisse juste le temps à Jérôme d'accorder un entretien sur sa ferme, à Mornant, au pied des Monts du Lyonnais. D'un pas alerte, direction l'étable pour échanger au calme. Jérôme joue la franchise : ni lui, ni son frère Cédric n'envisageaient initialement de reprendre la ferme de leurs parents qui faisaient déjà de l'élevage laitier et produisaient des yaourts<sup>(2)</sup>. Cédric passe un BTS compta-gestion, « rien à voir avec l'agriculture », et Jérôme un BTS technico-commercial. C'est finalement Cédric qui saute le pas le premier : il s'installe en 2000 avant d'être rejoint six ans plus tard par Jérôme.

Les deux frères ont aujourd'hui quarante-cinq vaches laitières et autant de génisses de renouvellement. Pour leurs 85 hectares de cultures, pas d'engrais ni de pesticides, mais du fumier de vaches, de la rotation et du désherbage mécanique. « On n'est pas autonomes en aliment et c'est l'une des raisons pour lesquelles on n'est pas en bio : on

n'a pas envie d'acheter du foin bio ou du tourteau de soja bio qui parcourt des milliers de kilomètres en camion. On se fournit en aliments à la Coopérative Dauphinoise qui a une filière soja de l'Ain. Et quand on n'a pas assez de foin ou de maïs, on passe par les paysans d'à-côté. C'est ça, pour nous, l'agriculture paysanne. »

Chaque jour, 4 000 yaourts et 4 000 faiselles sont produits dans l'atelier de la ferme. Une activité créatrice d'emplois puisqu'ils sont huit – deux associés et six salariés – à vivre de la structure ! Un troisième associé pourrait bientôt les rejoindre. « Là, avec Cédric, on bosse 80 heures par semaine mais on vit bien, avec un week-end sur trois de dispo. » Ils passent de moins en moins par les grandes surfaces – certaines ayant tendance à tirer sur les prix – et se tournent de plus en plus vers la restauration collective. « On distribue 25 000 yaourts par mois à la cuisine centrale de Villeurbanne. Les gamins viennent ensuite à la ferme. Ça a vraiment du sens ! »

Dès son installation, Jérôme s'engage dans la Confédération paysanne du Rhône. « Un groupe "jeunes" s'est formé, ça motive. Par contre, les réunions, ce n'est pas mon truc, mon engagement se fait plutôt dans les actes. » Pour les fruits dans les yaourts par exemple, la Ferme du Mornantais se fournit auprès de Terr'étic, un atelier collectif de producteurs-transformateurs de fruits récemment constitué dans les Monts du Lyonnais<sup>(3)</sup>.

Ces derniers mois, Jérôme multiplie les réunions militantes. En cause : l'A45, un projet d'autoroute reliant la périphérie de Lyon à celle de Saint-Etienne. Son tracé impacterait quinze hectares sur la ferme et diviserait en deux le parcellaire. « J'ai grandi avec ce projet qui planait au-dessus de nos têtes, mais lorsque la Région a voté le budget l'année dernière, on a vraiment pris conscience que ça se concrétisait. »

Une grande manifestation est organisée en septembre 2016 sur la ferme de Jérôme et Cédric. « Ça a été un moment clé avec la présence de militants de Sivens et de Notre-Dame-des-Landes qui nous ont appelés à nous mobiliser et nous coordonner. Ce qui est nouveau dans les luttes, c'est qu'on n'attend pas que les tractopelles soient là pour agir. Les paysannes et les paysans ont monté un collectif à l'initiative de la Conf' de la Loire dans lequel on retrouve toutes les étiquettes et ça accroche bien. » Jérôme enchaîne les réunions publiques, participe aux commissions, s'investit dans la préparation des manifestations. « Au départ, on avait l'impression d'être tout seuls, on ne s'attendait pas à ce qu'il y ait des paysannes et des paysans. Désormais, on ne compte plus sur les chambres (d'agriculture) pour la lutte mais sur nous, c'est ça qui est passionnant. » n

Sophie Chapelle

(1) <http://lafermedumornantais.com>

(2) Leur père, Jean Guinand, est l'un des cofondateurs en 1978 du premier magasin de producteurs, Uniferme – [www.uniferme.fr](http://www.uniferme.fr)

(3) <http://terretic.com>

# La nouvelle génération de Via Campagnola

**Antony Baldovini, 35 ans, est berger, éleveur de brebis laitières à Aghione, en bordure de la plaine orientale, en Corse.**

**A**ntony Baldovini, c'est le trait d'union générationnel de Via Campagnola, le syndicat paysan corse membre de la Confédération paysanne<sup>(1)</sup>.

C'est notre « jeune vieux » : intelligent et particulièrement lucide, patiemment et inlassablement, il concilie les nouvelles idées et les anciens fonctionnements, ménageant en bon berger qu'il est la « chèvre » et le « choux ». À ces qualités intellectuelles, nous pouvons ajouter trois belles qualités morales qui le caractérisent : générosité, loyauté et franchise.

« Baldo » comme on l'appelle toutes et tous, c'est celui qui n'hésite pas à donner de son temps pour partager ses savoirs avec les plus jeunes et aider ses collègues tout en restant modeste et dans l'ombre de ses propres démarches et initiatives. Antony, c'est aussi un fidèle et il est inutile de rappeler à quel point la fidélité en amitié est rare et en politique rarissime, mais surtout combien il est appréciable de pouvoir au sein d'un syndicat et en dehors de celui-ci avoir quelqu'un sur qui l'on puisse compter et toujours se fier.

Baldo, c'est aussi le choix de reprendre la ferme de son père, dans une situation délicate, mais avec la volonté farouche de sauver la structure et de la développer, toujours à l'affût des conseils des plus anciens

et notamment de son grand-oncle Barto qui a une vie de berger derrière lui.

Le troupeau de brebis est restructuré, il adhère au schéma de sélection de la brebis corse, devient rapidement un des administrateurs de l'organisme de sélection (OS) « pecura corsa » mais aussi de la Corsia, la coopérative ovine régionale de sélection et d'insémination artificielle. Très impliqué, il fait partie de ceux qui veillent à maintenir les critères de rusticité et les spécificités génétiques de nos brebis au détriment de la sélection sur le seul critère de productivité.

Il est aussi une des chevilles ouvrières de « a fiera di u casgiu », notre foire du fromage à Venacu, en centre Corse<sup>(2)</sup>, où il est partout : à l'accueil, à l'animation, au comptoir, aux interviews, aux explications... C'est notre « Monsieur 100 000 volts » !

Pour ses objectifs de production, c'est clair dans sa tête : préserver les sols, la biodiversité richissime de notre région, des pratiques agricoles inscrites dans la tradition pastoraliste de la Corse, un système extensif et productif, et pas intensif et productiviste !

Son projet et son vœu le plus cher ? Pouvoir investir pour transformer à la ferme, faire son propre fromage et le vendre lui-même, mais aussi mieux valoriser l'agneau de lait corse.

Ce petit homme (par la taille, que l'on aime bien chamber sur cet aspect) est grand de cœur, mais aussi attention, méfiez-vous : susceptible ! Le vrai Corse ! Intransigeant dans les réunions avec l'administration et les politiques, celui sur qui on peut compter, celui qu'on aime avoir à ses côtés lors des actions syndicales un peu chaudes...

S'il siège en commission de la cellule professionnelle et rencontre donc tous les jeunes en parcours d'installation, s'il est aussi très impliqué dans les centres de formation, c'est qu'en fait il est la nouvelle génération de Via Campagnola, celle qui gagnera demain la confiance des paysannes et des paysans après avoir eu celle de la société corse.

Mais c'est aussi celui qui va m'envoyer balader copieux quand il lira cet article : alors, j'arrête ! n

**Paul-André Fluixa,**  
paysan en Corse,

secrétaire régional de Via Campagnola



(1) <https://fr-fr.facebook.com/syndicat.viacampagnola>

(2) L'édition 2017 s'est tenue les 29 et 30 avril.

## Quand l'abattoir vient à la ferme

Éleveuse de vaches charolaises en Bourgogne, Émilie Jeannin porte un projet d'abattage mobile à la ferme qui sera opérationnel dès cet été, sur un modèle déjà en place en Suède et en Finlande. Une première en France.

C'est avec un peu d'appréhension que je roule du côté de Pouilly-en-Auxois. J'ai déjà croisé Émilie Jeannin lors de réunions de la Confédération paysanne de Côte-d'Or : rieuse, pleine de dynamisme, mais propriétaire d'une ferme de 230 hectares et d'environ 200 vaches, bref pas trop le profil « Conf' » habituel.

J'arrive à la ferme de Lignières et Émilie me rejoint, accompagnée par le chien Google, border collie, son « associé toujours connecté ». Ils viennent de déplacer un troupeau.

Plusieurs beaux bâtiments de ferme ont été retapés par la famille : le frère et la sœur d'Émilie, leurs conjoints, enfants... Sur l'arrière, une roulotte en bois construite par « JB » dont c'est le métier et à qui Émilie prête des granges. Une sorte de communauté de trentenaires où chacun garde son indépendance.

**Cinq questions me titillent Émilie, comment as-tu été sollicitée récemment par tant de médias (Bourgogne magazine, le Bien Public, France Inter, France 3, Libération, les journaux paysans...)?**

Pratiquant la vente directe, j'ai voulu me faire connaître et gagner du temps en créant un site Internet et une page Facebook. J'ai participé aux journées gourmandes de Saulieu, le village bourguignon du chef Bernard Loiseau, et gagné le concours « Talents gourmands ». Après, le bouche à oreille a fonctionné et les médias m'ont sollicitée. À partir de ces contacts, j'ai pu me rendre en Suède où a été conçu le premier projet d'abattage mobile.

**Devenir paysanne : un désir de toujours ou un choix contraint ?**

Mon père a acheté la ferme en 1980. Jeune, je n'avais pas vraiment de projet, je savais juste que j'avais un lien particulier avec les vaches, une attirance réciproque ! En 2006, après le grave accident de mon père et son départ définitif, ce fut une évidence pour moi, l'aînée, de continuer. J'avais 26 ans, j'étais enceinte, mon frère



Avoir un patrimoine de départ, ça aide bien sûr mais cela ne facilite pas forcément les choses. Émilie trouverait plus facile de gérer une ferme plus petite, surtout avec toutes les exigences qu'elle a pour son élevage. Mais elle et son frère n'ont pas voulu « trahir » le projet de leur père. [www.la-ferme-de-lignieres.com](http://www.la-ferme-de-lignieres.com)

avait 16 ans : j'ai donc repris seule le flambeau dans un premier temps.

**Femme, paysanne, dans un milieu rural et masculin : tu as fait comment ?**

Au départ, tout était si difficile – vie familiale, sociale, professionnelle – qu'il a fallu fermer les écoutilles, laisser dire, se blinder, ne céder sur rien (et avoir un sacré courage, NDLR). Il a fallu aussi inventer des méthodes de travail : une vache, c'est gros, lourd, alors j'ai pensé à l'aide des chiens. Au village, on ricanait : elle va rendre les vaches folles... Puis ils m'ont demandé de l'aide quand les leurs s'échappaient ! Petit à petit, je suis devenue la « patronne », ma place a été reconnue, comme celle de mon frère qui m'a rejointe en 2010 après ses études.

**Tu as une relation de grande proximité avec les animaux mais au bout du compte, ils finissent à l'abattoir.**

C'est vrai mais c'est le but de l'élevage, on le sait au départ. La viande nous nourrit et les animaux jouent un rôle dans notre environnement. Je mange peu de viande mais uniquement de la viande de qualité. C'est vers cela qu'il faut aller. Elle sera plus chère pour rémunérer notre travail mais on en achètera moins.

Ce n'est pas parce que nos animaux sont destinés à l'abattoir que nous ne pouvons pas leur offrir une belle vie, dans le respect de leurs besoins, et les accompagner dignement jusque dans leur mise à mort. Emmener mes vaches à l'abattoir d'Autun – qui est professionnellement correct – est une

épreuve, surtout que je les connais toutes par leur nom. D'où la décision de l'abattage mobile. Le camion abattoir est en construction en Suède et Finlande, il sera opérationnel cet été.

Là, les vaches resteront dans leur pré, elles ne seront pas stressées et la cadence permettra de les tuer dans des conditions acceptables de respect, pour les bêtes comme pour les humains<sup>(1)</sup>.

**Comment toi, l'héritière d'une grande ferme, as-tu décidé de t'engager à la Confédération paysanne ?**

Au départ je gérais la ferme avec mes convictions et j'étais plutôt isolée. Mes valeurs étaient proches de celles de la Conf' : beaucoup alentours étaient persuadés que j'étais adhérente.

Maintenant, je trouve que c'est positif d'être dans un syndicat : nous pouvons nous retrouver, partager nos expériences, mieux faire face et avancer. Les propositions de la Confédération paysanne pour une politique agricole ET alimentaire sont les seules qui permettent d'envisager un avenir durable pour nos enfants, nos voisins, notre planète ! n

**Francine Narbal**, co-présidente de l'Association des Amis de la Confédération paysanne <http://lesamisdelacnf.org>

(1) Émilie Jeannin est à l'origine d'une nouvelle marque, « Bœuf éthique » qui, une fois l'abattage mobile à la ferme mis en place, prendra alors tout son sens : éthique de la naissance à l'abattage (herbe et nourriture produite sur la ferme sans OGM, pas d'antibiotiques, soins aux huiles essentielles...) : « Notre abattoir mobile viendra au service d'une nouvelle filière pour des éleveurs paysans ».

## Éthique et cohérence

**Florian Beck-Hartweg, 30 ans, s'est installé en 2009 sur le vignoble de ses parents, à Dambach-la-Ville, en Alsace (Bas-Rhin). Mathilde, sa compagne, l'a rejoint, tout en conservant un emploi de maraîchère qui lui tient à cœur<sup>(1)</sup>.**

**S**uccédant à son père, Florian fait le choix du bio dès 2008 (certifié depuis 2011), et pousse plus loin encore en cherchant à réduire au maximum les traitements de la vigne, du vin et le travail du sol. Côté vignes : enherbement, sol aéré sans retournement,

Le maître mot qui guide Florian Beck-Hartweg dans la conduite de son vignoble est certainement l'autonomie – autonomie technique, financière, décisionnelle : « *Nous avons décidé ce que nous voulions et définissons tout le reste pour que le système fonctionne selon nos critères.* »

Florian a donc misé sur le travail manuel, l'équivalent de quatre temps pleins pour les sept hectares de la ferme. À l'arrivée : des rendements peu élevés, de quoi remplir en moyenne 25 000 bouteilles chaque année, une main-d'œuvre peu mécanisée qui représente une grande part du coût de production mais des coûts d'intrants et de

chambre d'agriculture, qui jugeait son projet non viable : « J'ai fait tout le contraire de ce qu'ils m'ont dit, pourtant ça marche. Il ne faut pas y aller la fleur au fusil, mais ne pas se laisser imposer un modèle qui ne nous correspond pas. »

Cette vision de l'agriculture et du métier de paysan, Florian la défend aussi par un engagement collectif et syndical, notamment au sein de la Confédération paysanne : « *Pour moi, l'engagement syndical pousse à la réflexion et permet de s'enrichir mutuellement. C'est important de défendre collectivement notre vision et d'unir nos forces, notamment pour que la réglementation soit en cohérence avec ce que l'on porte. C'est un don de temps, mais il rapporte énormément d'épanouissement collectif et personnel.* » La Conf' lui permet de sortir du domaine exclusivement viticole et de s'ouvrir à la rencontre de paysannes et de paysans de toutes productions. Florian est également engagé dans bien d'autres structures collectives du vignoble alsacien (Syndicat des vigneron·nes indépendants d'Alsace, groupe de producteurs de Grand Cru Frankstein, Université des Grands Vins), tandis que Mathilde s'investit dans l'association des femmes de la vigne et du vin, les diVINES d'Alsace.



Florian et Mathilde dans leurs vignes. Florian Beck-Hartweg a pris la relève de ses parents dans leur domaine familial qui existe depuis 1590. <http://beckhartweg.fr>

paillage amené par l'herbe couchée et non fauchée, décoctions de plantes indigènes. Côté cave : des foudres de bois âgés de deux siècles, pas d'ajout de levure, la moitié des vins sans sulfites et un travail sur le respect des spécificités de chaque terroir. Le Grand Cru Frankstein est la fierté de Florian, un vin marqué par son terroir granitique : « *Au final, certains clients viennent pour notre démarche éthique, d'autres pour la spécificité du terroir, mais nous ne dissociions pas les deux. Plus on artificialise le travail de la vigne et de la cave, plus on gomme les spécificités des terroirs. Nous faisons ce que nous aimons et attirons la clientèle qui nous correspond.* »

matériel (autoconstruit) très faibles, associés à un travail de vinification réduit grâce à des raisins sains et de meilleure qualité.

Le système économique est basé sur une réflexion globale et cohérente : limiter l'endettement, adapter son marché à ses pratiques plutôt que l'inverse, proposer une gamme de prix non élitiste mais permettant de rémunérer décentement le travail et de ne pas forcer le rendement, valoriser les spécificités du terroir et faire de la vente un moment de partage de sa passion.

Ces choix stratégiques, Florian les a faits à contre-courant des conseils de la

Le couple ne manque pas de projets. Pour pousser toujours plus loin la réflexion sur la cohérence de leur système, Mathilde souhaite par exemple développer la dimension alimentaire de la ferme. En intégrant des cultures légumières et des vergers dans et autour des vignes, elle apporte un plus à l'équilibre des sols et de la biodiversité, mais cherche aussi à compléter la fonction nourricière de leur métier de paysan. n

**Céline Noblot,**  
animatrice de la Confédération paysanne  
du Grand-Est

(1) Dans un Jardin de Cocagne (maraîchage biologique comme support d'insertion sociale) : [www.reseaucocagne.asso.fr](http://www.reseaucocagne.asso.fr)

## Pour une sortie globale des pesticides qui s'attaque aux racines économiques du problème

**Florence Gachet est arboricultrice en Corrèze, dans la partie sud du bassin de l'AOP Golden du Limousin. Elle cultive huit hectares de pommiers, dans le cadre coopératif qui structure fortement la filière dans le département.**

Florence n'est pas issue du milieu agricole : c'est le contact avec ce monde à l'occasion de vacances en gîte à la ferme durant son enfance, qui a dessiné les premiers traits de son projet d'installation. L'expérience de travaux saisonniers a par la suite confirmé son goût pour l'agriculture, et en 1999 elle se lance en intégrant une formation à l'arboriculture en Corrèze après quelques mois en école d'infirmières. Souvent, c'est une rencontre qui décide les jeunes néo-ruraux à sauter le pas. Dans le parcours de Florence, il s'appelle Jean-Louis : c'est lui qui l'a formée, dans le cadre de l'apprentissage intégré dans sa formation. Comme les enfants de Jean-Louis ont choisi d'autres voies, c'est Florence qui reprendra le verger. Elle s'installe sur une ferme conventionnelle et en circuit long, assez loin de son idéal premier. De cette singularité découlera tout le sens de son engagement à la Conf'.

La production de pommes sur le marché « compétitif » requiert énormément de pesticides. Très vite Florence a dû renoncer aux clichés qu'elle amenait de la ville concernant le métier et les paysans, ces « gros dégueulasses perfusés de substances »... Car il ne suffit pas, et loin de là, de bonnes intentions pour se passer des pesticides : une tentative de conversion à l'agriculture biologique (AB) a dû être abandonnée faute d'avoir pu juguler le puceron cendré.

Depuis lors, Florence fait tout ce qu'elle peut pour réduire l'usage de pesticides, mais dans le cadre de la production conventionnelle : introduction de variétés résistantes ou tolérantes à la tavelure, nouvelles plantations effectuées dans des cylindres de grillages enterrés contre les rats taupiers, engagement dans le plan écophyto... Mais la belle dynamique des années 2000, qui

avait vu les coops du secteur engager de fortes démarches collectives dans ce sens, est assez largement retombée. Car depuis 2010, les mauvaises années succèdent aux années catastrophiques : crises de marché, gels printaniers, neige, canicule... La survie économique a remplacé la réduction des pesticides dans l'ordre des priorités de nombreux arboriculteurs.

Florence elle-même a réintroduit le désherbage chimique en 2013, après pourtant avoir acquis un outil de désherbage mécanique dans le cadre collectif d'un groupe Ecophyto. Trois fois plus cher, trois fois plus lent, trois fois plus de passages, pour un travail qui reste à finir manuellement : dans un contexte fait de crises et d'aléas divers, c'est une option impossible à soutenir économiquement sans meilleurs prix ou meilleures aides.

de traiter le problème des pesticides sans condamner sa ferme économiquement *a priori*.

Ce choix, un peu solitaire, elle le fait « à contrecœur » : elle le complète par son engagement à la Confédération paysanne et à la commission « pesticides » nationale du syndicat, notamment pour une sortie globale des pesticides en agriculture qui s'attaque aux racines économiques du problème. « Interdire les pesticides les plus dangereux si c'est pour délocaliser la production et donc la pollution, je ne vois pas bien l'intérêt », remarque-t-elle. « De telles interdictions doivent absolument être accompagnées de mesures qui les neutralisent économiquement. »

L'apport de paysannes et de paysans en conventionnel et en situation de compétition économique, tels Florence, est essen-



En bref, l'agriculture qu'a découvert Florence n'est pas l'activité bucolique en harmonie avec la nature qu'on peut imaginer parfois ; elle tient plutôt du combat. Coïncée, outre les problèmes de production, entre des collègues qui défendent les pesticides comme moyen de compétition et des riverains légitimement inquiets mais peu enclins au dialogue, tiraillée entre sa propre aspiration à se libérer des pesticides et la nécessité de produire, Florence doit affronter bien des dilemmes et des situations inconfortables. Aujourd'hui elle envisage de retenter une conversion à l'AB, une solution certes individuelle à ces tensions, dit-elle, mais qui a le mérite

tiel à notre travail politique pour une sortie des pesticides qui ne soit pas une sortie de l'agriculture. Ajouté à l'expertise technique des paysans en bio qui font la démonstration qu'il n'y a pas d'impasse technique proprement dite, cet apport fait de la commission « pesticides » de la Conf' un espace unique, où toutes les dimensions du sujet sont intégrées en une vision pleinement politique et transformatrice, loin de la logique de lobby. Merci Florence de nous avoir rejoint, bon courage et bonne chance pour ta conversion ! ▢

**Emmanuel Aze**, paysan en Lot-et-Garonne, membre du comité national de la Confédération paysanne

# Un paysan-brasseur contre une usine à vaches

À 37 ans, Mathieu Glorian est paysan-brasseur dans le Pas-de-Calais. Ancien animateur régional de la Confédération paysanne, il demeure actif syndicalement, participant notamment à la lutte contre la ferme-usine des 1 000 vaches, à Drucat (Somme).

« La Brasserie paysanne de l'Artois (BPA)<sup>(1)</sup>, c'est la création d'une activité de diversification sur une ferme afin de pouvoir s'y installer de manière progressive pour devenir paysan » : Mathieu Glorian présente ainsi son activité. La ferme est l'outil de travail et le lieu de vie de François Théry, paysan à Gavrelle, près d'Arras, depuis plus de 20 ans.

Mathieu et François commencent à réfléchir ensemble à une installation-transmission progressive sur sa ferme en 2010. Ils s'y prennent tôt : François n'a alors que 50 ans.

« Mes parents n'étaient pas paysans mais j'ai fait des études en agriculture, explique Mathieu. Un stage en première année dans une ferme laitière m'a donné le coup de foudre pour le métier de paysan. Pour moi, le meilleur moyen d'être écolo, c'était d'être paysan ! J'ai ensuite travaillé dans un parc naturel régional puis cherché à m'installer dans un projet collectif qui est tombé à l'eau. J'ai travaillé pendant quelques années pour la Confédération paysanne où j'ai rencontré François. En 2009, il a fait savoir qu'il cherchait un repreneur et je me suis présenté ! »

C'est à ce moment-là, « parce qu'une reprise est un projet à long terme et qu'il n'y avait pas sur l'exploitation un salaire pour deux paysans », que germe dans l'esprit de Mathieu l'idée de créer son propre emploi, avec une micro-malterie-brasserie pour transformer en bière l'orge que François produit déjà. En 2013-2014, le second finance l'aménagement d'un local pour permettre au premier de créer son activité sur le corps de ferme.

François cultive ses 52 hectares de terre en bio depuis 2001 ans et y produit du blé, du triticale, de l'avoine, de la luzerne, des



Mathieu Glorian et François Théry. Le repreneur et le cédant d'une ferme en cours et en projet de diversification. Pour monter et développer ses outils de production, Mathieu a eu recours au financement participatif, appel à l'épargne populaire via Internet (crowdfunding).

pommes de terre, des chicorées « à café » et donc de l'orge de brasserie. Le paysan est également le premier de l'ex-Nord-Pas-de-Calais à avoir décidé de confier l'achat de terres qu'il cultive à Terre de Liens, dans l'optique d'en faciliter la transmission ultérieure<sup>(2)</sup>.

À partir de l'orge de printemps, Mathieu produit depuis novembre 2014 une quinzaine de lots de 250 à 300 kg de malt. Le succès de l'Épinette (60 hectolitres en 2016), bière de garde blonde de fermentation haute non filtrée et refermentée en bouteille, en appelle d'autres...

Officiellement installé depuis octobre 2016 après trois ans en couveuse d'entreprise sur la ferme, Mathieu s'est endetté pour rendre l'activité viable : 100 000 euros d'équipements, à 85 % sur la malterie-brasserie. L'idée est d'atteindre d'ici 2-3 ans 500 hectolitres par an et de pouvoir financer un appoint salarié dès 2018-2019 ; il devra alors se rendre plus disponible pour les cultures, avec la pers-

pective du départ en retraite de François d'ici cinq ans. La culture de houblon ainsi que l'accueil d'autres porteurs de projets sont aussi en réflexion, comme la création d'un petit élevage de vaches allaitantes pour renforcer la cohérence agronomique du système et créer de nouvelles possibilités d'emplois. « La dimension collective du travail en agriculture m'a toujours attiré », précise le néo-paysan qui voit dans l'avenir de la ferme plein d'évolutions possibles : « Nous pourrions faire vivre une bonne dizaine de personnes en diversifiant les productions. »

Plusieurs brasseurs régionaux étant intéressés par du malt bio local, Mathieu a, avec quelques amis, initié fin 2015 la création de Malts de Terroirs en Nord-Pas-de-Calais-Picardie. L'association est soutenue par le financement solidaire de Pas-de-Calais Actif<sup>(3)</sup> dans son projet de préfiguration d'une micro-malterie coopérative locale : « Parallèlement, nous analyserons la réflexion sur la structuration d'une microfiliale car il faut convaincre des paysans de

semer de l'orge de brasserie bio<sup>(4)</sup> et tous les acteurs d'investir dans un outil partagé d'une autre dimension. »

Parallèlement, il est aujourd'hui co-porte-parole de la Confédération paysanne inter-départementale du Nord-Pas-de-Calais, partie prenante de la nouvelle structure régionale des Hauts-de-France. S'il privilégie encore la consolidation de son activité de paysan-brasseur, il n'hésite pas à participer à des actions syndicales marquantes. Ainsi, le 9 septembre 2016, il était en première ligne pour bloquer et vider à la frontière belge un camion de lait en provenance de l'usine des 1 000 vaches de Drucat (Somme), un des combats emblématiques contre l'industrialisation de l'agriculture dans lequel est engagée la Confédération paysanne. ▢

Benoît Ducasse

(1) [www.brasseriepaysanne.fr](http://www.brasseriepaysanne.fr)

(2) [www.terredeliens.org](http://www.terredeliens.org)

(3) [www.pasdecalsaisactif.fr](http://www.pasdecalsaisactif.fr)

(4) Seulement une douzaine en fait dans la région Hauts-de-France.

## Le Larzac, toujours jeune !

À Montredon, en plein cœur du Larzac « historique », il y a 160 brebis lacaunes, 40 agnelles, 3 ânes, des chiens et quelques cochons. Pour s'occuper de tout ce petit monde, il y a Damien, et Morgane avec ses 31 ans.

Les grands-parents de Morgane Blanc étaient paysans. Une ferme de polyculture-élevage avec des vaches laitières, dans l'Ain. Dans ce département, ils furent parmi les premiers à faire de la vente directe de lait frais sur place. Morgane rêvait de reprendre cette ferme, mais ses grands-parents l'ont toujours incitée à faire de « grandes » études.

Elle se lance donc dans des études d'ingénieur agronome à AgroParisTech. Pour son stage de première année, le hasard des rencontres l'amène à la ferme de Montredon, à Montredon-du-Larzac (Aveyron), durant l'été 2005. L'idée de pouvoir coupler élevage et fabrication du fromage la séduit, d'autant que son séjour correspond avec la construction de la nouvelle bergerie.

Le courant passe bien, le travail lui plaît. Elle revient salariée l'été qui suit. Puis les études continuent – avec une spécialisation dans le développement agricole à l'étranger –, les stages aussi. La voilà au Cameroun, au Chili, en Nouvelle-Zélande et le dernier en Mongolie pour travailler. Dans les bagages de ces riches voyages, bien des questionnements : comment se sentir légitime pour dire aux gens ce qu'ils doivent faire sur les terres qu'eux connaissent mieux que personne et sans connaître leur culture ?

Finalement, Morgane retourne sur le Larzac où elle s'installe juste après ses études. L'occasion de travailler en collectif et de faire localement du développement agricole ne se laisse pas passer.

Voilà donc sept ans qu'elle travaille à la ferme de Montredon. Avant son arrivée, le

Gaec est constitué de trois associés : Damien, Évelyne et José. On propose à Morgane de remplacer José qui part pour d'autres aventures au Parlement européen. Puis Damien et Morgane travailleront à deux. L'année suivante, la nécessité de salarier une personne pendant la saison de traite et de fromagerie se fera sentir, avec en plus l'embauche à raison d'une demi-journée par semaine du salarié du Groupement d'employeurs du Larzac.



Morgane Blanc (également en photo à la une de ce numéro) a remplacé José Bové au sein du Gaec de la ferme de Montredon. Sur le plateau du Larzac, la vie continue et se renouvelle : le Larzac est la seule région de France où il y a plus de paysannes et de paysans qu'il y a 40 ans !

Sur une base de 35 000 litres de lait produits par les brebis pour une saison, la plus grande partie – 34 500 litres – est transformée en tomme, le reste en yaourts. La transformation a été mise en place il y a plus de 20 ans. Au début, elle ne concernait qu'une partie de la production vendue alors pour la fabrication du Roquefort. Aujourd'hui, tout le lait est transformé sur

place. La production est vendue à 90 % en direct, à la ferme, en amaps et dans des magasins de producteurs à Clermont-l'Hérault et à La Boissière. Chacun des deux associés est référent pour un des magasins. Les 15 amaps sont toutes sur Marseille, et les distributions sont facilitées et groupées grâce à une association, Les Paniers Marseillais. Les livraisons se font une fois par trimestre.

Les deux associés s'investissent beaucoup à l'extérieur de la ferme. La vente directe demande un investissement en temps assez conséquent mais en plus de cela, il y a les engagements auprès de la Cuma locale, du groupement d'employeurs, du groupe Nature et Progrès, etc.

Morgane est également investie au niveau de l'association des Bois du Larzac qui gère l'exploitation forestière des parcelles boisées de la Société civile des terres du Larzac (SCTL) et de la SC GFA Larzac, les deux entités héritières de la lutte historique du plateau paysan. On la retrouve aussi active au sein des éditions du Larzac<sup>(1)</sup> dont les deux tomes (pour l'instant) de la bande dessinée « *La brebis galeuse* » connaissent un joli succès.

Adhérente à la Confédération paysanne de l'Aveyron, Morgane aime participer à l'organisation des manifestations festives, comme la fête annuelle du syndicat départemental. Un syndicat qui ne cache pas la fierté de ses combats et de leurs résultats : le Larzac est la seule région de France où il y a plus de paysannes et de paysans qu'il y a 40 ans !.

Et ce n'est pas fini : dans l'objectif d'améliorer encore l'outil de travail et de gagner en confort de vie, Morgane et Damien ont pris la décision de chercher un.e troisième associé.e. Avis aux amateurs et aux amatrices<sup>(2)</sup> ! n

**Florine Hamelin**, paysanne en Aveyron, sur le plateau du Larzac

(1) [www.lherbesouslepiepied.fr](http://www.lherbesouslepiepied.fr)

(2) [www.gaecmontredondularzac.fr](http://www.gaecmontredondularzac.fr)

### « Parce que je préfère dix fermes plutôt qu'une ! »

À 33 ans, Nicolas Bettencourt est éleveur de chevaux et anime un centre équestre à Bouville, en Seine-Maritime, département dont il est porte-parole de la Confédération paysanne.

Nicolas Bettencourt est bien originaire de la région mais il n'est pas issu d'une famille de paysans. C'est un voisin qui lui a fait découvrir l'agriculture. Enfant, Nicolas ne manquait pas une occasion et passait une grosse partie de son temps sur la ferme laitière de ce voisin. L'agriculture et les animaux sont devenus pour lui une passion. Avec un bac puis un BTS « production animale » passés à Yvetot, Nicolas commence sa carrière comme inséminateur mais cultive l'idée de s'installer. Il trouve enfin, dans la région de Bouville, un corps de ferme avec juste quelques hectares mais associés à la promesse de cession d'une autre parcelle de terre.

Il achète, mais la promesse n'est pas tenue et la Safer ferme les yeux. Avec des bâtiments anciens et seulement deux hectares, Nicolas décide alors d'abandonner son projet laitier pour se lancer dans l'élevage des chevaux. Aujourd'hui c'est une « affaire » qui tourne, celle de l'Écurie de Bouville<sup>(1)</sup>. Une monitrice à temps plein s'occupe plus particulièrement de l'activité du centre équestre, une autre personne vient y travailler à mi-temps.

La charge de remboursement est importante puisqu'elle ponctionne le tiers de la trésorerie et constitue, avec les salaires, les deux gros postes de dépenses. Nicolas juge cependant satisfaisant le revenu qu'il s'octroie et qui oscille aux alentours des 20 000 euros par an. Depuis son installation, il a réussi à trouver 14 hectares d'herbe qu'il exploite en location précaire. Il achète aussi beaucoup de céréales sur pied ; il en fait lui-même la récolte afin d'alléger la facture d'aliments pour ses animaux. Il est sur le point de pouvoir reprendre une vingtaine d'hectares supplémentaires, à bail, qui lui seront salutaires.

Il faut noter que Nicolas ne coûte rien à la collectivité : son installation s'est faite sans la moindre aide et il ne reçoit aucune prime Pac (les aides, c'est bien connu, vont essentiellement vers les fils d'agriculteurs nantis qui jouent la carte de l'installation pour grossir encore un peu le capital familial).

Sa famille lui a transmis son attachement à des valeurs qui privilégient plutôt une organisation sociale solidaire que la compétition. Ayant fait son stage de fin d'études chez Georges Raimbourg, paysan confédéré de la première heure, c'est tout naturellement que le projet de la Confédération paysanne l'a séduit. Parmi les thèmes forts du syndicat, celui de l'accès au foncier lui tient tout particulièrement à cœur. À la question « pourquoi la Confédération paysanne ? », il répond : « Pour défendre les paysannes et les paysans respectueux de l'environnement, respectueux de l'humain, de la terre, de la nature, de celles et ceux qui n'envient pas leur voisin et qui ne les aident pas dans le seul but de les racheter par la suite. Parce que je préfère dix fermes plutôt qu'une ! » ; et plus largement : « Je ne peux pas me permettre de jouir des acquis que les anciens ont obtenus sans continuer à combattre

dans un monde fragilisé par et au nom du libéralisme ».

Nicolas a trouvé, après quelques concessions, un cadre de vie qui correspond à sa passion. Son amie Marine, monitrice d'équitation mais salariée chez un bailleur social, partage avec lui cette passion. Mais Nicolas en a aussi une autre : la musique. Ses goûts sont très éclectiques puisque notre homme joue tout aussi bien du violon dans un orchestre de chambre que de la batterie dans un groupe de rock ou un big bang de jazz.

Nous avons tous remarqué chez lui une formidable énergie et il nous donne l'espoir que tout est encore possible. La Confédération paysanne de Seine-Maritime l'a ainsi élu porte-parole du syndicat depuis quatre ans. ▢

Olivier Lainé, paysan en Seine-Maritime, membre du comité national de la Confédération paysanne

(1) [www.ecuriedebouville.com](http://www.ecuriedebouville.com)



Nicolas Bettencourt dans son écurie, à Bouville (Seine-Maritime). Le cheval est bien une réalité de l'agriculture et de la ruralité française. La commission « équidés » de la Confédération paysanne est active pour défendre les professionnels de la filière dans une perspective d'intégration réussie au monde agricole.



Simon Graf met en valeur une centaine d'hectares de grandes cultures et produit 400 volailles par semaine, plus « des volailles festives » de Noël. La ferme génère trois emplois et fournit la totalité de la nourriture pour ses volailles qui, arrivées poussins, y passeront toute leur vie.

## Au service de la qualité et de la vie

**À 32 ans, Simon Graf est paysan sur la ferme du Poc, près de Mirande, dans le Gers. Il cultive des céréales et élève des volailles au cœur d'une zone touchée ces deux derniers hivers par la grippe aviaire.**

« Je ne me sentais pas la vocation de paysan », dit-il avec un grand sourire. Simon Graf est pourtant bien là, dans ce Gers de coteaux et de vallons au climat capricieux et sur des terres parfois difficiles. De Bac agricole en licence de commerce dans l'agrodistribution, ce passionné de nature, de pêche et de sport fait la connaissance du monde du travail chez un concessionnaire en machinisme agricole. Un an et demi après, l'envie d'être son propre patron et l'opportunité de reprendre progressivement la ferme de ses grands-parents, puis celle de sa mère, le décident à franchir le cap. Il démarre un premier élevage de poulets bio en vente directe dès 2007 au rythme de 100 toutes les trois semaines. Avec la DJA (dotation jeune agriculteur) attribuée en 2009, le voilà désormais vraiment agriculteur. Il opte pour des poulaillers déplaçables tout en intégrant des pintades et un bâtiment pour poules pondeuses. Il produit la totalité de la nourriture pour ses volailles, ce qui nécessite l'acquisition d'un extrudeur à soja et d'une presse à tournesol.

Alors que la mode est à la spécialisation, à la production de masse et à l'économie d'échelle, son souci de maîtriser la production, du sol au consommateur, lui semble plus satisfaisante humainement

tout en apportant de la valeur ajoutée. Pour optimiser sa production certes, mais aussi parce qu'il a la fibre sociale, il va adhérer à plusieurs Cuma pour le matériel de culture<sup>(1)</sup> et se retrouver président de l'une d'entre elles, spécialisée dans l'abattage, la transformation et la vente de volailles, de porcs et d'ovins bio. Cette société coopérative rassemble une trentaine de productrices et de producteurs et se trouve aujourd'hui en pleine croissance. La vente se fait principalement dans des magasins bio de Tarbes, Toulouse, Saint-Gaudens, Auch...

### La réussite au rendez-vous

Pour simplifier, Simon abandonne les pondeuses mais développe des volailles « festives » (poulardes, dindes, pintadeaux, chapons) vendues dans le réseau Biocoop. La réussite est au rendez-vous, puis surviennent les deux épisodes de grippe aviaire fin 2015 et 2016. « Chaque fois j'ai eu un foyer à un kilomètre, mais je n'ai jamais été touché ! J'achète les poussins et ils ne sortent que pour être abattus », dit-il, persuadé que la segmentation de l'élevage et les transports sont les principaux vecteurs de la maladie.

Les mesures de « biosécurité » posent problème : Simon a huit bâtiments mobiles, situés sur des parcelles différentes coupées par des routes. Le passage d'un bâtiment à l'autre nécessiterait un sas sanitaire avec changement de tenue, lavage, désinfection, etc. C'est totalement surréaliste. En plus du confinement des animaux ! « Heureusement que la Confédération paysanne a

obtenu une adaptation de ces mesures pour les élevages fermiers ! »

Après avoir manifesté à Toulouse en février, il fait tout naturellement partie du groupe de travail « grippe aviaire » à la Confédération paysanne du Gers. Il avoue : « Jusque-là je n'avais pas fait de syndicalisme, même si je partage la philosophie de La Conf'. » Mais bon sang ne saurait mentir car Simon est le fils de Marie-Hélène Tarrieux, ancienne porte-parole départementale du syndicat, élue à la chambre d'agriculture en 1995.

La solidarité entre éleveurs a été d'un grand secours. Il a pu faire démarrer des poussins chez un éleveur « hors zone grippe aviaire ». Une nécessité pour des animaux qui ont un cycle de plusieurs mois, sinon la perte de production serait trop importante.

Aujourd'hui, à 32 ans, Simon Graf met en valeur une centaine d'hectares dont les deux tiers irrigables, produisent 400 volailles par semaine, plus les volailles de Noël. Avec un chiffre d'affaires annuel de 300 000 euros, la ferme génère trois emplois.

Curieux de tout et explorateur d'idées nouvelles, Simon a commencé des plantations en agroforesterie, pratique des cultures intercalaires, s'intéresse aux techniques de culture simplifiées et au semis direct... « C'est passionnant », assure le jeune paysan qui n'a pas fini de nous surprendre. 

**Georges Aurenas, paysan dans le Gers**

(1) Coopérative d'utilisation de matériel agricole, ayant pour objet de mettre à la disposition de ses adhérents du matériel agricole et des salariés. [www.cocoribio.com](http://www.cocoribio.com)

# « Si la Confédération paysanne n'existait pas, on peut imaginer ce qu'il resterait de l'agriculture... »

À 32 ans, Gaëlle Naulin s'est installée cette année en Gaec avec son mari, Mathieu, membre du comité départemental de la Confédération paysanne de Dordogne. Elle est présidente de la Maison des paysans, association de développement agricole du département.

Gaëlle, peux-tu nous présenter ton parcours et les raisons qui ont fait que tu sois devenue paysanne ?

Depuis mon enfance, j'ai toujours entendu parler d'agriculture. Mes parents étaient ouvriers agricoles. À la maison, j'écoutais les conversations sur l'itinéraire de culture des tomates hors sol. Mais je n'ai pas suivi d'études agricoles puisque j'ai été auxiliaire de vie sociale de formation, puis de travail. Dans ce secteur, j'ai trouvé qu'il manquait beaucoup d'humanité et j'ai eu envie de ne plus être un pion parmi d'autres. Mon conjoint étant paysan, je me suis prise au jeu, j'ai pris goût à l'agriculture !

La loi qui a permis aux couples de s'associer en Gaec – grâce à l'action de la Confédération paysanne – a été un déclic. J'ai passé en 2013 un brevet professionnel (BPREA bio) à Périgueux et me suis installée cette année sur la ferme, à Église-Neuve-de-Vergt. J'ai racheté les parts sociales de mon beau-père et suis donc associée avec mon mari qui, lui, est installé depuis 2008.

Quelles sont les productions du «Gaec des délices» ?

C'est une ferme en polyculture-élevage, avec un petit troupeau de dix vaches mères de race limousine, un hectare de fraises et 0,8 hectare de verger diversifié. Nous travaillons en bio sur 20 hectares, dont 14 en propriété et 6 en fermage, ce qui nous permet de faire les rotations fraises et prairies fourragères (céréales, luzerne).

Nous vendons environ 10 tonnes de fraises à l'année : 70 % sont expédiés chez des grossistes bio (Bordeaux, Rungis et Agen)

Nous aimerions être moins dépendants des aides Pac<sup>(1)</sup>. Évidemment, c'est une réflexion propre qui s'applique très difficilement à d'autres fermes. Cette évolution pourrait se concrétiser cette année, alors que la ferme entre dans une nouvelle configuration, car mon beau-père a pris sa retraite et c'est ma première année d'installation. Même si la transmission a été très sécurisante de part et d'autre, travailler dans une ferme familiale revêt aussi des difficultés, comme remettre en cause la parole de l'« ancien » : pas facile de « ramener sa fraise »...



Gaëlle Naulin : « Mon engagement m'apporte beaucoup. Il m'apprend notamment à me positionner, à être capable d'exprimer mon opinion et à faire passer un message. »

D'où est venu ton engagement à la Maison des paysans et à la Confédération paysanne ?

Par différents concours de circonstances, je suis allée une année à l'assemblée générale de la Maison des paysans qui fait partie du réseau des associations pour le développement de l'emploi agricole et rural (Fadear). J'en suis maintenant présidente depuis trois ans et trouve une cohérence encore plus forte entre le vécu de la ferme en agriculture paysanne et la Maison des paysans.

et 30 % sont vendus localement (à la ferme, aux écoles, en amap...).

Pour la viande, nous faisons découper à façon et vendons en caissettes aux particuliers et aux écoles. Sur cet atelier de production, même si nous sommes autonomes en aliment pour le bétail, nous souhaiterions encore diminuer le nombre de vaches.

Mon engagement m'apporte beaucoup. Il m'apprend notamment à me positionner, à être capable d'exprimer mon opinion et à faire passer un message. Je n'avais aucune « formation politique », mes parents ne votaient pas. La Maison des paysans m'a permis de me politiser, au sens large du terme. Elle m'a permis aussi de mieux connaître mon territoire. Matthieu étant au comité départemental de la Conf', notre couple a un pied dans le développement, un pied dans l'action syndicale. Si la Confédération paysanne n'existait pas, on peut imaginer ce qu'il resterait de l'agriculture... n

Propos recueillis par Myriam Bourgy, animatrice de la Confédération paysanne de Dordogne

(1) Environ 6 000 euros pour cette ferme.

### La Maison des paysans de Dordogne

La Maison des paysans de Dordogne est une association de développement rural qui œuvre depuis cinq ans pour l'installation et la transmission de fermes en agriculture paysanne dans le département. Proche du terrain, elle propose d'accompagner les porteurs de projets agricoles de manière individuelle, par une aide à l'élaboration du projet d'installation (diagnostic avant installation, étude prévisionnelle économique, suivi post-installation). Elle propose également un accompagnement collectif : organisation de cafés installation, lieux privilégiés d'échanges et de discussions autour des projets d'installation. Elle met en relation cédants et porteurs de projets et propose des outils favorisant la transmission de fermes.

<https://maisondespaysansdordogne.wordpress.com>

## Trois fermes en une

**Les terres de Xubialdea, à Lasse (Pays Basque), ne sont ni très étendues, ni très plates. L'idée de diviser encore la petite ferme de quinze hectares ne vient pas d'emblée. Pourtant, c'est le choix qu'a fait Battitt Ybargaray en contribuant à installer trois autres paysans.nes à qui il a cédé de son foncier.**

« Il ne s'agit pas de trois petites fermes, mais de trois activités sur la ferme », tient à souligner Battitt Ybargaray. Xubialdea, la ferme familiale, reste une entité même si les trois ateliers sont totalement indépendants et séparés. Battitt s'y installe en 2008 avec des brebis laitières, déjà présentes sur cette ferme reprise à son oncle. Mais il commence à planter de la vigne dès les mois suivants, la viticulture, à laquelle il s'est formé, étant son « rêve de gosse ». Il abandonnera l'atelier ovin en 2015 pour se consacrer exclusivement à la culture et à la vinification de 1,30 hectare de vigne en AOC Irouléguay, avec seulement des cépages blancs.

Il entend alors parler d'un couple de maraîchers à la recherche de foncier car devant déménager des parcelles qu'il exploite sur une autre commune. « Dès le premier entretien, on était d'accord et aux anges car Battitt nous proposait un bail de 25 ans, nous qui avions vécu quatre ans avec un *commodat* et un *couperet* sur la tête », racontent Sébastien Jaud et Marie Rose Hays. Quand le couple arrive sur la ferme, il vise la parcelle plate

de 1,60 hectare en bord de rivière et indique à Battitt : « Ça, ça nous suffit ! » La dizaine d'hectares restants et la bergerie sont proposées en location à un voisin.

Mais cette formule ne satisfait pas Battitt qui réfléchit à d'autres projets possibles. Un jeune paysan cherche du foncier pour s'installer en élevage et petits fruits. Les parcelles restantes de Xubialdea conviennent à Sylvain Régnier qui veut se lancer en porcs plein air, poules pondeuses et verger. Ces deux derniers ateliers nécessitent respectivement 0,30 hectare et 0,40 hectare, les porcs utiliseront le reste dont 4,60 hectares de bois. Ici aussi, Battitt propose un bail de carrière. « Cela paraissait une évidence. Pour travailler à l'aise, voir l'avenir tranquille, être chez soi quand même, il faut avoir l'assurance d'avoir la terre le temps de sa carrière », explique le désormais vigneron. « Je sais aussi que dans 30 ans, Xubialdea sera toujours la même entité », ajoute-t-il.

### Curiosité du voisinage

Car si Battitt préside aux destinées de la ferme, celle-ci ne lui appartient pas, il est fermier de sa mère : « Au début, c'était difficile pour elle d'appréhender ce genre de modèle. Cela avait été un peu difficile aussi quand j'avais laissé les brebis. Mais elle m'a laissé faire, elle m'a fait confiance. »

Sylvain s'installe cet été. Sébastien et Marie-Rose sont là depuis deux ans. « Au début, les voisins ont beaucoup parlé, il n'y a jamais eu autant de circulation ici que quand ils se sont

installés », sourit Battitt. « Ils ont vu qu'on était au travail tous les jours, ils ont vu les serres se monter, les cultures arriver. Ils voyaient tout sans avoir à entrer dans la ferme », raconte Marie-Rose. Aujourd'hui, le couple écoule sa production entre la ferme et ses débouchés à Saint-Jean-Pied-de-Port (marché, magasin alimentaire, collège).

Les trois activités de la ferme sont menées en bio et en circuits courts. Les quatre paysans entendent bien travailler ensemble. Outre les coups de mains, les échanges sont également « agricoles » : les déchets végétaux de Sébastien et Marie-Rose serviront aux cochons de Sylvain et les fientes des volailles de ce dernier prendront le chemin inverse. Une amap va également être lancée sur la ferme grâce à la gamme diverse de produits. « On échange aussi nos idées, nos expérimentations. »

À partir de cet été, Xubialdea va faire vivre quatre paysans, « alors que la ferme initiale avec des brebis était difficilement viable pour moi seul », commente Battitt.

L'exemple est-il reproductible ? Largement, selon le paysan trentenaire : « Pour moi, il n'y a pas de doute, c'est un système viable. Et il y aura un paquet de terres qui vont se libérer à l'avenir... » Les élèves des centres de formation viennent régulièrement en visite. Les quatre collègues espèrent que leur expérience donnera des idées aux jeunes mais aux plus âgés aussi. ▢

**Maritxu Lopepe**, journaliste à *Laborari*, hebdomadaire d'ELB, syndicat basque membre de la Confédération paysanne



Sylvain, Sébastien, Marie-Rose et Battitt. La ferme Xubialdea va faire vivre quatre paysans « alors que la ferme initiale avec des brebis était difficilement viable pour moi seul », estime Battitt Ybargaray.

## En quête d'autonomie et de bien vivre

**En Haute-Savoie, les trois associés du Gaec La Pensée sauvage multiplient les innovations en maraîchage, soucieux de ne pas devenir esclaves de leurs terres.**

« Ici, à la frontière avec la Suisse, ceux qui veulent s'installer comme paysans se heurtent au coût du foncier. » En route vers sa ferme maraîchère à Cranves-Sale, à 5 kilomètres d'Annemasse, Matthieu Dunand montre du doigt les récentes constructions de logements, commerces et infrastructures de transport qui concourent à la pression foncière. « C'est sur ces champs que des élus projettent la construction de la zone artisanale Borly II. Notre ferme est juste derrière. »<sup>(1)</sup> Voilà dix ans que Matthieu s'est installé comme maraîcher. Formé en ingénierie de l'espace rural, il se lasse d'un premier poste où ses yeux sont rivés toute la journée sur un écran. L'envie de vivre dehors, « avec les saisons », le conduit à revenir dans sa région natale.

Avec un ami d'enfance, ils s'inscrivent en BPREA, deviennent cotisants solidaires, puis rencontrent une agricultrice « en burn out » qui leur loue une partie de ses terres. Alors que son associé souhaite partir, Matthieu croise la route de Jérôme Dethes et Gwenaël Chardon, diplômés en gestion de protection de la nature. En janvier 2011, ils forment le Gaec « La pensée sauvage ». Pour leur septième saison, les trois associés cultivent 2,5 hectares en légumes et 1 000 m<sup>2</sup> en plantes aromatiques et médicinales (PAM) certifiés AB et Nature & Progrès. Sous leurs serres s'alignent une quarantaine de légumes différents. « On fait tous nos plants, précise Matthieu<sup>(2)</sup>. On a monté une serre à plants collectifs avec d'autres paysans. Eux gèrent le climat (ouverture et

fermeture de la serre) ainsi que l'arrosage. En échange, on fait l'entretien : buttage, désherbage... » Avec l'Association pour le développement de l'emploi agricole et rural (Adear), ils mûrissent le projet d'une maison de semences.

100 % de leurs légumes, soit 42 tonnes par an, sont vendus via l'Amap « Les carottes sauvages » à Annemasse<sup>(3)</sup>. « Au départ, le débouché amap représentait 80 % de notre production et les marchés 20 %. Mais le taux horaire de notre travail s'établissait à 4,30 euros, ce n'était pas viable. » L'Amap leur propose alors

quelque sorte salariés de nos amapiens, sauf que l'outil de travail nous appartient. » En complément, les PAM – qui rémunèrent le troisième associé – sont vendues via des foires et deux magasins de producteurs, dans un rayon de vingt kilomètres. « Je fais 35 heures par semaine sur quatre jours, en roulement le week-end, avec cinq semaines de vacances par an », détaille Matthieu, fier que sa structure prouve que l'on peut être paysan et vivre bien. Un rythme rendu possible par des coups de

main bénévoles sur la ferme : « Les amapiens, notamment, participent à trois chantiers collectifs par an. »

Autre spécificité : le contrat qui les lie à l'Amap inclut l'engagement militant dans le temps de travail. Les trois associés se sont donc réparti des délégations – Ardear, Nature & Progrès, Confédération paysanne de Haute-Savoie, couveuse d'activités...

« Sachant que sur Borly II par exemple, on est tous les trois engagés dans la lutte. » Matthieu est également investi à l'Atelier paysan, une coopérative d'auto-construction de matériel libre en agriculture<sup>(5)</sup>. Dans ce cadre-là, le Gaec a notamment créé une brouette à



Jérôme (38 ans), Gwenaël et Matthieu (36 ans), sur un « vibroblanche » conçu avec l'Atelier paysan. Cet outil à dents sert à finaliser le lit de semence des planches permanentes de culture.

d'être rémunérés au Smic, à la condition d'arrêter les marchés. Avec l'aide des fondateurs de la première amap en France, ils déconstruisent leur façon de calculer le prix du panier. Et concluent qu'ils doivent réaliser 100 000 euros de chiffre d'affaires par an pour être rémunérés à la hauteur de leur travail. « On a estimé que l'on pouvait nourrir 100 familles et on a donc vendu 100 parts à 1 000 euros. »<sup>(4)</sup> « Ça peut paraître énorme comme somme, mais on peut aussi se dire que c'est 3 euros par jour pour maintenir deux emplois sur une ferme. »

Ce fonctionnement « par part » a permis au Gaec d'éviter tout emprunt et leur assure une sécurité financière. « Nous sommes en

poules (pour rendre les poulaillers mobiles), un « culticycle » – un vélo des champs qui sait aussi bien biner que planter – ou le « Roloflex » qui permet de cultiver sur couvert végétal. Une manière de se faciliter la vie, de viser l'autonomie, tout en restant dans le partage. n

Recueillis par **Sophie Chapelle**

(1) Voir CS 329 sur Borly II.

(2) À l'exception des tomates.

(3) [http://odamap.fr/carottes\\_sauvages](http://odamap.fr/carottes_sauvages)

(4) En 2009, 150 adhérents ont répondu à l'appel (50 avec une part, 100 avec une demi-part). Cette année, 96 familles disposent d'une part chacune. Un prix du panier en fonction du quotient familial a récemment été fixé.

(5) [www.latelierpaysan.org](http://www.latelierpaysan.org)

## Paysanne en scop

**Lucie Thiérot est l'une des cinq associés-salariés cogérants de la Coopérative paysanne de Belêtre, à Dolus-le-Sec, en Indre-et-Loire, une des premières sociétés coopératives de production (Scop) agricole en France.**

**N**ée il y a 34 ans à Versailles, Lucie Thiérot n'est pas fille de paysans. Mais à 18 ans, elle veut se rapprocher du monde agricole et part à Angers pour ses études d'ingénieure agronome. Au cœur de celles-ci, une année de césure la conduit à travers le monde de l'agriculture paysanne sur des petites fermes en Espagne, en Inde, en Russie et en Mongolie. De fil en aiguille, après l'obtention d'un master en agroécologie, la voilà de 2007 à 2012 responsable de production au Jardin de Cocagne angevin, structure de production maraîchère à vocation d'insertion sociale<sup>(1)</sup> : « J'organisais le travail pour les encadrants techniques d'un gros site qui, sur 15 hectares, emploie 50 personnes en insertion à mi-temps et produit en moyenne 450 paniers de légumes par semaine. C'était très prenant mais très riche. J'ai rencontré des gens que je n'aurais pas connus autrement. »

Au bout de cinq ans, des idées, des envies : participer à une nouvelle aventure collective, s'essayer à l'élevage pour revenir au maraîchage... Son histoire commune avec celle de son compagnon, Mathieu, les conduit sur la ferme de Belêtre, à Dolus-le-Sec, en Indre-

et-Loire. Lucie s'y installe en 2014. Après quelques années de construction et d'évolution de leur projet, Lucie et Mathieu sont depuis le 1<sup>er</sup> novembre 2016 deux des cinq salariés-associés cogérants d'une des premières sociétés coopératives de production (Scop) agricole en France, la Coopérative paysanne de Belêtre<sup>(2)</sup>. Sur 19 hectares, ils y produisent en bio et vendent en direct chaque semaine 60 paniers de légumes et 400 kg de pain, fruit des 16 hectares de cultures céréalières de la ferme. Lucie est l'une des deux référents pour la production maraîchère. La Scop est fermière d'un paysan confédéré sur des terres de sa ferme familiale.

### Patrons et salariés à la fois

Nous reviendrons dans le numéro de septembre sur l'histoire et la construction de la Scop. Mais on peut déjà dire que, comme toute innovation, ça n'est pas simple : « Quand nous sommes allés présenter le projet à la MSA, la réponse a été rapide : ce n'est pas possible ! » Il faut beaucoup expliquer pour trouver les bonnes cases, les bonnes définitions... Il faut aussi s'adapter avec l'Union régionale des Scop du Centre-Val-de-Loire qui suit la démarche depuis ses débuts mais n'a encore jamais eu affaire à une activité de production agricole. Un gros travail s'en suit à partir des statuts type pour trouver ceux opérationnels depuis fin 2016.

Mais pourquoi tenir à ce statut de scop et ne pas fonder un Gaec, par exemple ? « Pour au moins deux raisons, précise Lucie : pour

la protection des travailleurs qui ont droit à la protection sociale relative au statut de salarié et pour permettre une transmission facile du capital et de la ferme. Il est facile d'entrer et sortir de cette structure : il suffit de récupérer son capital ou de prendre des parts. Et nous sommes les cogérants de la structure, c'est nous qui prenons les décisions, qui décidons nos productions et notre niveau de salaire. Nous sommes à la fois patrons et salariés, avec un faible investissement et une grande autonomie. »

Adhérer à la Confédération paysanne était une évidence pour Lucie : « J'ai réalisé mon mémoire de fin d'études à l'Association pour le développement de l'emploi agricole et rural (Adear) des Bouches-du-Rhône<sup>(3)</sup>. Initiée par la Confédération paysanne, l'association partageait ses locaux avec le syndicat. Ça me parlait beaucoup, je découvrais un milieu qui n'était pas dans mes cours. Après mon installation, ça allait de soi d'adhérer à la Conf' d'Indre-et-Loire. »

Aujourd'hui, Lucie est membre du comité départemental, collectif d'une douzaine de paysannes et de paysans qui animent la structure syndicale. Elle en est la trésorière depuis l'an dernier : « On se dit qu'on n'y arrivera jamais, qu'il y a trop de choses à faire, mais finalement tout le monde prend sa part, les choses se font et on avance. »

La force du collectif, là encore. n

**Benoît Ducasse**

(1) [www.jardin-cocagne-angers.org](http://www.jardin-cocagne-angers.org)

(2) <http://amap.beletr.org>

(3) Sur l'installation en maraîchage diversifié pour la vente directe.



Lucie Thiérot : « C'est magique d'être paysanne, tu as toujours des moments d'observation, de création, de recherche de trouvailles et de solution pour tel ou tel problème et des moments très physiques, tu es toujours en mouvement : c'est vivant ! »

# Un syndicalisme proche des gens, porteur de valeurs, avec une vraie vision sociale



Thomas Méry. Sa Ferme de Pisserenard est composée d'une châtaigneraie de 600 arbres de variétés anciennes, d'un verger de petits fruits ainsi que d'un petit troupeau de brebis – <http://fermedepisserenard.com>

**Thomas Méry est castanéiculteur, producteur de châtaignes à Saint-Etienne-de-Serre, en Ardèche. Des variétés locales, entre merles et bouches rouges.**

**L**ogé à sept cent cinquante mètres d'altitude, la ferme de Pisserenard domine la vallée de l'Orsane, une des multiples petites rivières qui façonnent l'Ardèche depuis des lustres. Au loin, émergeant d'une brume bleutée, les *Trois-Becs* annoncent le début du Vercors, pays de résistance, et en arrière plan, par beau temps, au sud, le Ventoux pointe parfois le bout de son nez. C'est dans ce havre de paix que Thomas Pierre dit Méry (son vrai nom, transformé en Thomas Méry pour l'administration) m'attend, affublé de son éternel sourire. Quand on traverse la vie avec un tel nom, tout, par la suite, ne peut qu'être facile !

Pendant qu'il sert le café, je sors l'enregistreur et on enchaîne sur la culture ancestrale de la châtaigne, qui a sauvé moult familles de famines dans l'Histoire. Que le quidam qui ignore la différence entre *com-balle*, *bouche rouge*, *garinche*, *merle* ou *esclafarde*, variétés locales, ouvre grand ses oreilles :

- Alors Thomas, comment es-tu tombé dans la castanéiculture ?

- Je suis fils de paysans de Haute-Loire. Vaches, fromages. J'attendais de prendre la suite. Puis un jour, à Rambouillet, près de Paris, le destin ! Je rencontre Marie, sur une foire. Coup de foudre ! Je rapplique en Ardèche, on s'installe dans la ferme de ses parents. Je n'y connais rien, c'est tout nouveau, j'apprends.

- En somme, on devient castanéiculteur par amour ?

- C'est vrai ! On ne parle jamais de cette façon d'arriver dans le métier pendant les stages !

- Tu peux me décrire une saison complète ?

- D'abord, débroussaillage des rejets, des *bourdiguas*, fin août-début septembre, puis récolte en octobre. Ici, c'est sur cinq hectares et demi. Cinq cents arbres, dix tonnes à ramasser pendant cinq semaines. Ensuite transformation : purée, châtaignes au naturel, confiture. Farine aussi, après passage dans les clèdes (séchoirs, NDLR). On en congèle un peu pour les transformations d'hiver : soupes, châtaignes confites. On fait aussi les marrons glacés. À la pleine saison, octobre et novembre, c'est cent heures de travail par semaine !

- L'hiver, c'est plus tranquille ?

- Oui : élagage principalement, et surtout vente : salons, marchés... On a aussi une originalité, on livre une péniche qui part de Béziers, s'arrête à Valence et monte sur

Paris. La batellerie, c'est le transport le moins cher !

- Quels problèmes dans ce secteur agricole ?

- Depuis toujours l'encre, un champignon véhiculé par les racines. Le chancre aussi, un autre champignon ; le carpocapse, comme tous les fruitiers, et ces dernières années un nouveau venu, le cynips, un hyménoptère qui parasite les bourgeons, produit une galle et le rameau n'a plus de fruits. Heureusement, on a trouvé la parade avec un prédateur, le torémus. Et puis, industrialisation oblige, les nouveaux venus, les hybrides sans goût de la vallée du Rhône. C'est pour ça qu'on se bat pour l'AOC, c'est dynamique !

- Au fait, pourquoi la Conf' ?

- C'est à la fois politique et

philosophique. Pour moi, c'est l'espoir, un syndicalisme proche des gens, porteur de valeurs, avec une vraie vision sociale. On n'est pas là pour remplir leurs feuilles Pac ni pour les endormir. Et puis avec l'administration actuelle, la pression est forte, toujours. Donc il faut être nombreux pour se défendre.

- Et... du temps libre aussi ?

- Oui, quand même : jardin, bois, construction, et surtout famille. On a quatre enfants, dont deux jumeaux d'un an tout juste, ça occupe pas mal !

- Vous semblez très heureux ici. Est-ce un métier que tu recommanderais ?

- Oui ! On ne gagne pas énormément, mais on ne dépense guère, et si on répartit le travail sur l'année, on a du temps libre, on prend des vacances... Et puis, il y a de la place, de vieilles châtaigneraies à remettre en état.

- Donc, il existe des paysans heureux, et la châtaigneraie est en demande ?

- C'est ça !

En redescendant dans la vallée, je pense à tous ces gens qui s'entassent dans les tours alors que le bonheur, il est là. Prévenir Christophe Mahé <sup>(1)</sup> !

**Joël Feydel,**  
paysan en Ardèche

(1) Référence à la chanson « Il est où, le bonheur, il est où ? » du chanteur Christophe Mahé.

## Une consistance particulière au métier de paysan

**À 34 ans, Frédéric Guillemain est paysan à La Croix-Avranchin, dans la Manche. Il est le représentant de la Confédération paysanne auprès de la Safer du département et anime un groupement d'intérêt économique paysan au succès manifeste.**

L'histoire de Frédéric Guillemain avec la Confédération paysanne se conte de multiples manières. D'abord par culture familiale, puisqu'il est issu de plusieurs générations de paysannes et de paysans normands. Au début des années quatre-vingt, ses parents, comme de nombreux autres fermiers, connaissent le bel emballage du toujours plus (grand, pesticides, engrais, matériel), promu par le syndicat majoritaire. Ils se rendent vite compte qu'ils n'ont pas grand-chose à y gagner, même s'ils restent en « conventionnel ».

Ils se rapprochent peu à peu de la Confédération paysanne, plus fidèle à leur conception de l'agriculture. Ils y adhèrent à la fin des années 1990.

Frédéric « baigne » donc dans la culture Conf' quand il est part en formation agricole. BTS en poche, il est embauché par une agence d'une grande banque française et agricole... pour découvrir autre chose. Après un an de bons et loyaux services, il acquiert la certitude qu'il n'en fera pas son métier et revient au grand air, au sein d'une association de vachers de remplacement.

En 2005, une opportunité à saisir de dix hectares sur sa commune relance son projet de revenir sur la ferme familiale. Mais la Safer semble préférer un autre candidat pour un agrandissement. La Confédération paysanne de la Manche est alors appelée en soutien. Elle défend Frédéric et lui permet de réaliser son rêve. Au cœur de la baie du Mont Saint-Michel, il est actuellement en Gaec avec sa mère (aujourd'hui son père est jeune retraité). Sur 43 hectares, il élève 40 vaches laitières et une quarantaine de truies dans un système naisseur-engraisseur sur sciure de bois. Pendant sept mois, les bovins sont à la pâture, et pour passer la période hivernale, l'herbe est valorisée de différentes manières (foin, enrubbanné, ensilage) auxquels s'ajoutent des betteraves fourragères et du

maïs ensilage. Pour les porcs, la nourriture est achetée à une coopérative bretonne, par facilité certes, mais surtout parce que le prix de la terre – qui oscille ici entre 12 000 et 14 000 euros l'hectare – ne permet pas d'acquérir les 60 hectares nécessaires à la fabrication d'aliments à la ferme.

Ensuite par esprit de suite, car ayant bénéficié du soutien du syndicat, lorsque la Conf' de la Manche lui demande de venir donner le coup de main pour revitaliser le syndicat, il est partant !

### Altruisme

Frédéric représente aujourd'hui le syndicat à la Safer. Son attitude altruiste n'est malheureusement pas reproduite : les paysannes et les paysans qu'il aide avec les autres confédérés sont certes reconnaissants, mais ils ont souvent de bonnes excuses pour ne pas agir (manque de temps, travail important, peur de « s'afficher »...). Pourtant, même si c'est si difficile d'être seul dans un comité de 40 personnes, pour beaucoup estampillées Fnsea, il est nécessaire de continuer à être présent, à étudier les quelques dossiers prioritaires pour lesquels un regard particulier sera bénéfique.

En plus de sa ferme, Frédéric anime un groupement d'intérêt économique (GIE) de vente directe, copréside une Cuma et partage naturellement avec Sabrina, son épouse, l'éducation de leurs quatre enfants âgés respectivement de 4, 6, 8 et 10 ans.

Le GIE « Paysans et fermiers bio de Normandie » est une autre belle histoire dans la vie de « Fred », une aventure humaine extraordinaire. Démarrée par un paysan du coin (François Dufour) en 2004 avec deux glaciers, une voiture et plein d'idées, c'est devenu 13 ans plus tard un bel objet économique avec ses 23 productrices et producteurs, ses 350 références-produits, ses palettes qui partent à Paris tous les mois et les tournées à trois camions assurées par les producteurs eux-mêmes : « *Personnellement, sur les 500 cochons que je produis chaque année, j'en écoule plus de 60 par le GIE* ». Frédéric est heureux d'être l'animateur<sup>(1)</sup> d'une telle démarche : « *La transparence vis-à-vis des associations de consommateurs que nous livrons est primordiale. Depuis la création du GIE, en 2007, nous leur avons toujours envoyé nos bilans comptables et les comptes rendus de nos rapports moraux. Pour éviter tout relâchement dans nos relations humaines, nous avons même décidé d'organiser nos assemblées générales en leur présence, une année sur deux, à Paris...* »

Avec le GIE, avec le syndicat, la coopération est un partage humain immatériel qui donne une consistance particulière à la dimension économique du métier de paysan. ▢

**Serge Muller,**

adhérent des Amis de la Confédération paysanne

(1) Contact : guillemain.frederic@orange.fr



Frédéric Guillemain sera un des paysan.nes que les participantes et les participants des journées d'été des Ami.es de la Confédération paysanne pourront rencontrer du 19 au 23 juillet 2017 à Tessay-Bocage, au sud de Saint-Lô (Manche).  
<http://lesamisdelaconf.org>

# « Savoir que les gens vivent grâce à nous, c'est magnifique ! »

**À 32 ans, Krishna Atanari représente les paysannes et les paysans de l'île de La Réunion au comité national de la Confédération paysanne.**

**E**n 2006, Krishna Atanari a 21 ans lorsqu'il s'installe paysan à Saint-Benoît, sur la côte est de La Réunion, pour produire principalement de la canne à sucre. Son père était déjà « cannier », et syndiqué. C'est dire que Krishna aura été dès le début militant de la Confédération générale des planteurs et éleveurs de La Réunion (CGPER), syndicat membre de la Confédération paysanne depuis 1998. Ses premières manifs datent de ses années lycéennes pour défendre sa « passion », être paysan, « le plus beau métier du monde » : « Savoir que les gens vivent grâce à nous, c'est magnifique ! »

La canne à sucre est le pivot de l'agriculture de l'île. Krishna y consacre 13 des 15 hectares qu'il cultive, produisant bon an mal an 1 200 tonnes livrées « à l'usine » (sur les deux autres hectares, il récolte des bananes pour le marché local).

Mais répartir la valeur ajoutée de la production de sucre est un combat de tout temps entre les planteurs, très majoritairement de petits paysans, en moyenne sur 5 hectares<sup>(1)</sup>, et les usines d'autant plus puissantes qu'il n'en reste plus que deux : celle du Gol, dans le Sud, et celle de Bois-Rouge, dans le Nord, propriété du groupe Tereos, premier producteur de sucre français... et 3<sup>ème</sup> groupe sucrier brésilien.

Les plus récentes batailles ont porté sur le partage de la valorisation des coproduits. En 2002, la CGPER a obtenu des usiniers le paiement – à hauteur de 1,80 euro la tonne – de la bagasse, résidu

fibreuse de la canne passée par le moulin pour en extraire le suc. Ce sous-produit de la filière servant désormais à la production d'électricité, la CGPER a, en 2009, obtenu d'EDF le paiement de 13 euros la tonne de bagasse brûlée dans sa centrale électrique.

La réforme européenne de l'organisation commune du marché du sucre (OCM), qui mettra fin le 30 septembre 2017 à la politique des quotas de la Pac et aux prix mini-

mum garantis, est la nouvelle source d'inquiétude des planteurs. « On risque de faire comme avec la banane pour les Antilles, commente Krishna, de plus en plus violemment concurrencée par les bananes du Brésil ou d'Amérique centrale. Mais nous allons nous battre, à la fois pour la production de sucres spéciaux dont la demande augmente, et face aux usiniers avec la nouvelle convention canne dont les négociations ont débuté en mai. »

Pour cela et pour le reste, les paysannes et les paysans réunionnais peuvent compter sur la CGPER. Le syndicat est une force incontournable sur l'île, fort de près de mille adhérentes et adhérents<sup>(2)</sup>, à majorité planteurs mais aussi éleveurs (bovins, volailles, porcs) ou maraîchers et arboriculteurs. En 2013, avec près de 60 % des voix du collège « chefs d'exploitation », elle a été reconduite à la présidence de la chambre d'agriculture qu'elle gère – à la seule exception du mandat 2001-2007 – depuis plus de vingt ans.

Début 2017, le syndicat a cependant tourné une page de son histoire. Après 25 ans à sa présidence et quasiment autant à celle de la chambre, le planteur Jean-Yves Minatchy a passé la main à Jules Houpiarpanin, « cannier » après avoir été maraîcher, désormais à la tête des sept fédérations du syndicat, réparties à travers l'île. Un renouvellement également personifié par Krishna Atanari, entré au bureau de la CGPER dès 2007, à 22 ans, et élu au comité national de la Confédération paysanne à 26 ans, au congrès de Nevers, en 2013<sup>(3)</sup>. n

**Benoît Ducasse**

(1) 97 % des exploitations réunionnaises possèdent moins de 20 hectares (moyenne française : 78 hectares).

(2) L'île de La Réunion compte environ 7 000 exploitations agricoles, dont 5 000 professionnelles.

(3) Cinq syndicats des départements d'outre-mer (DOM), membres de la Confédération paysanne, sont représentés à son comité national : outre la CGPER, l'Organisation patriotique des agriculteurs de Martinique (Opam), l'Union des producteurs agricoles de Guadeloupe (UPG), le Groupement régional des agriculteurs de Guyane (Grage) et la Confédération paysanne de Mayotte.

## Paysanne de la mer

Dans plusieurs régions côtières, de la Bretagne au Languedoc, des ostréiculteurs, mytiliculteurs, cultivateurs d'algues et pêcheurs à pied sont adhérentes et adhérents de la Confédération paysanne. Ainsi, Marine Molen, ostréicultrice sur le Bassin d'Arcachon, en Gironde.

### Pourquoi et comment es-tu devenue ostréicultrice ?

Avec mon frère, Victor, nous avons toujours travaillé avec nos parents pour les fêtes de fin d'année. Ils sont passionnés par leur métier et nous ont certainement transmis cela. Travailler le vivant a quelque chose de passionnant. Nous nous sommes formés et avons été tous deux ouvriers avant de nous installer en Gaec avec notre père, le 1er avril 2016.

### Te considères-tu comme une paysanne de la mer et pourquoi ?

Bien sûr, puisqu'on a un métier de culture. Lorsqu'on discute avec les agriculteurs paysans on se rend bien compte de tout ce qu'on a de commun. C'est seulement le terrain qui change. Nous, nous travaillons avec l'océan. C'était déjà comme paysanne que je me définissais avant de rejoindre la Confédération et ce un peu par opposition à l'industrie agricole et aquacole.

Nous produisons des huîtres, un cycle de production long de trois à quatre années. Le plus important du travail, c'est la nature qui le fait au gré de la météo, des marées. Pour nous, reste le travail de mains, de bras et d'esprit. Nous continuons l'activité dans l'esprit qu'ont mis nos parents dans leur entreprise. L'idée est de produire peu, mais bien, en cycle complet, et de privilégier un circuit de vente court qui valorise au mieux notre produit et notre travail.

### Peux-tu nous parler un peu plus de ta production ?

Nous récoltons 15 à 25 tonnes d'huîtres annuellement. Les trois quarts sont vendues en direct sur des marchés au nord de Toulouse. Le reste est valorisé par la dégustation à la cabane. On reçoit des groupes pour des dégustations, avec une visite pédagogique de l'exploitation où nous expliquons les principes de notre métier dans l'environnement du Bassin d'Arcachon.

Pour l'avenir, on a juste envie de se mécaniser pour soulager nos efforts et gagner du temps.



Marine Molen sur son bateau chargé d'huîtres : « Nous sommes paysannes et paysans au même titre que celles et ceux de la terre, mais c'est aux paysannes et aux paysans de la mer de mener leurs combats au sein de la Confédération paysanne. »

Un incendie qui a emporté l'une de nos cabanes avec une partie de notre matériel nous a poussés à reconstruire une cabane plus grande où nous pourrions installer un tapis de tri.

Nous sommes parmi les derniers bénéficiaires ostréiculteurs de la « dotation jeune agriculteur » (DJA). Nous avons touché 11 500 euros chacun, ce qui a bien servi à la trésorerie.

À plus long terme, on aimerait intensifier notre saison de vente sur les marchés toulousains en la réduisant dans la durée pour avoir plus de temps à consacrer à la production.

Il me tient aussi beaucoup à cœur d'initier les consommateurs à la saisonnalité de l'huître naturelle, leur apprendre à la déguster différemment selon les saisons et développer la vente locale au printemps et en été avec la « boudeuse » (petite huître charnue).

J'aimerais également développer l'accueil des groupes scolaires. C'est un aspect qui me plaît bien.

### Pourquoi es-tu adhérente à la Confédération paysanne, qu'est ce que cela représente pour toi ?

Mon adhésion a été un de mes premiers actes en tant que jeune installée, avec celui d'adhérer à l'association de défense de l'ostréiculture traditionnelle.

Je crois à la convergence des luttes. On a beaucoup de luttes partagées et de problèmes communs, dont celui de l'industrialisation de l'agriculture et de l'appropriation du vivant,

des OGM aux huîtres triploïdes<sup>(1)</sup> et de laboratoires... La Conf' permet de réfléchir aux problématiques qui nous sont communes, de tisser des liens, de porter un message à une autre échelle et puis de faire du bouche à oreille. Il faut s'intéresser aux problématiques des autres paysans !

Mais c'est aux paysannes et aux paysans de la mer de mener leurs combats au sein du syndicat. Il faut plus d'ostréiculteurs à la Conf' ! Il y a une mauvaise communication sur les huîtres naturelles et celles issues d'écloseries. Beaucoup de gens ne connaissent pas la différence, mais ça les interpelle. On travaille dur pour faire un produit naturel. Être à la Conf', c'est aussi adhérer à une éthique !

Dans les combats à mener, je vois plusieurs pistes : il faut que les ostréiculteurs puissent de nouveau toucher la DJA, ce qui permettrait d'installer plus de jeunes. Et dans ce cadre défendre l'ostréiculture paysanne. On est paysannes et paysans au même titre que celles et ceux de la terre, donc il faut que des petites structures puissent persister. Tout le monde doit pouvoir s'installer par la taille des entreprises paysannes. ▢

Jean-François Périgné, paysan de la mer (mytiliculteur) en Charente-Maritime

(1) Comme l'espèce humaine et bon nombre d'autres vivants, les huîtres sont normalement diploïdes : elles contiennent deux jeux de chromosomes. Créées artificiellement, les huîtres triploïdes en contiennent trois, ce qui les empêche de se reproduire. Et donc de devenir laiteuses, ce qui les rend plus faciles à vendre en été. La production de ces huîtres artificielles pose de multiples questions sur leur impact génétique dans leurs écosystèmes...

## Être social

**Depuis un an et demi, Églantine Mauchien est paysanne dans le Var, éleveuse de brebis laitières dans une ferme à trois associés et une salariée.**

Églantine bourlingue dès l'adolescence, en France et à l'étranger. Un parcours où se sont toujours mêlés le politique et l'humain, valeurs qui lui sont chères. Depuis janvier 2016, elle est paysanne au Jas du Vignal, à Sillans-la-Cascade, dans le Var, à une vingtaine de kilomètres à l'ouest de Draguignan. Avec ses deux associés et une salariée, elle produit des yaourts et de la brousse, ainsi que de la viande, élevant pour cela 210 brebis. Ils cultivent 50 hectares de terres sur lesquelles ils font paître le troupeau et récoltent une grande partie de l'alimentation de celui-ci (foins et céréales).

Originaire de Vendôme, dans le Loir-et-Cher, Églantine a toujours vécu en milieu

rural. Ses grands-parents étaient agriculteurs dans la Beauce et sa mère éleveuse de chèvres en Bourgogne. « J'étais sûre et certaine de ne jamais faire de l'agriculture, se souvient-elle, trop contraignante ! » Une conviction née sans doute en observant sa mère : « Même si elle se débrouillait pour être disponible pour nous, ses enfants, elle restait enfermée dans son élevage et la vie sociale était assez limitée. Ce n'était pas une vie qui me faisait rêver ! »

En fin de troisième, la bonne élève est présentée pour des études longues. Il lui est d'ailleurs presque interdit de s'orienter vers un lycée agricole. Elle finira malgré tout par y entrer, et par en sortir avec en poche un BTS en Gestion et protection de la nature.

L'expérience passée auprès d'éleveurs au Burkina Faso va réconcilier Églantine avec l'élevage. Tout comme « l'expérience de transhumance avec des copains de promotion a constitué un vrai chamboulement ». La voilà portée vers l'activité pastorale. Elle donne alors des coups de main à des éleveuses et à des éleveurs puis effectue quelques petits remplacements.

La Vendômoise veut continuer d'apprendre, « pour de bon », le pastoralisme. Elle souhaite « garder les brebis en montagne, faire du fromage et transformer de la laine ». À ses yeux, la montagne « permet de développer tout ça », malgré la précarité du statut d'aide-bergère et un métier dépendant de l'aide de la Pac,

« pas si autonome que ça ». Après deux ans passés en alternance entre bergère d'alpage l'été et remplaçante d'éleveuses de brebis laitières (et transformation fromagère) l'hiver, Églantine rencontre « la bande du Jas du Vignal », à l'occasion de la préparation d'un festival en soutien à l'opposition au projet de transfert de l'aéroport de Nantes à Notre-Dame-des-Landes. À la proposition des cogérants, Nicolas et Sylvain, de les rejoindre, elle se laisse un temps pour réfléchir : « Je voulais mieux les connaître pour me positionner », confie-t-elle. De retour de l'alpage, sa décision est prise.

### Taille humaine

C'est ainsi que la nouvelle éleveuse rejoint le Jas après un an d'immersion et un stage de transmission. Elle y découvre alors une ferme de taille humaine avec un « projet agricole et collectif », et « une équipe soucieuse d'autonomie ». Elle constate : « Humainement, ça passe bien et politiquement, on partage des valeurs communes. »

En clair, tout est réuni pour convaincre la trentenaire de devenir cogérante et de délaissier le projet plus ou moins clair de s'installer dans le Loir-et-Cher, même si rien n'est fermé : « Il n'est pas exclu d'avoir d'autres vies plus tard ! » Cette nouvelle aventure lui permet aussi d'avoir du temps pour elle, « d'être un être social et ne pas avoir la vie de ma mère ».

Au-delà de sa fonction de cogérante, Églantine a aussi découvert le Var et s'investit dans l'action syndicale locale au sein de la Confédération paysanne.

Elle s'investit aussi dans l'action syndicale nationale puisqu'elle participe depuis cette année au travail de la commission « droits sociaux » de la Conf', attachée notamment à l'égalité entre hommes et femmes. Elle est également active au sein de l'association de son département pour le développement de l'emploi agricole et rural (Adear).

L'été dernier, la jeune paysanne a partagé ses deux semaines de vacances en partie sur un bateau associatif et à transformer de la laine en feutre. Encore une de ses passions, avec la botanique ou l'action culturelle. ▢

**Mohamed Raouf Saïdi,**  
sociologue au CNRS,  
secrétaire du groupe de recherche  
Petites paysanneries

<https://paysanneries.hypotheses.org>



## Une coopérative pour installer de nouveaux paysans



**Pauline Denis, 31 ans, s'est installée maraîchère il y a deux ans à Machecoul, au sud-ouest de Nantes, grâce à la Coopérative pour l'installation paysanne (Ciap) de Loire-Atlantique, créée en 2012 par des paysan.nes et organisations membres ou proches de la Confédération paysanne.**

**P**auline Denis a bénéficié du stage « paysan créatif » proposé par la Ciap Pays de la Loire (cf. encadré), après un parcours professionnel et de formation semblable à beaucoup de porteurs de projet non issus du milieu agricole.

Ces porteurs de projet sont nombreux à vouloir s'installer, mais beaucoup n'y parviennent pas, découragés ou écartés par les multiples obstacles qu'ils rencontrent, précisément parce qu'ils ne sont pas des « héritiers », c'est-à-dire en reprise familiale. Pauline a pu dépasser ces obstacles d'une part parce qu'elle a pu disposer de foncier plus aisément que d'autres et, d'autre part, parce que la Ciap lui a donné confiance en son projet.

Pauline grandit dans une famille « non agricole », à Machecoul, commune rurale

avec de grosses exploitations en maraîchage industriel. Dès le lycée, elle fait « des saisons », ayant le « goût du concret, d'avoir les mains dans la terre ». Après le bac, elle arrête très tôt la fac et part en France et en Europe travailler dans des fermes, la plupart en fruits ou légumes.

À 22 ans, elle reprend les études : un BTS « maraîchage-arbo » en apprentissage sur deux ans dans le Lot-et-Garonne. Elle a toujours l'envie de s'installer mais ne voit pas comment y parvenir et elle prolonge par une licence pro dans la perspective d'être enseignante. Ce qu'elle fait pendant un an, au bout duquel la revoilà répondant à l'appel de la terre comme ouvrière agricole, statut qui ne la satisfait pas complètement.

En 2012, elle revient chez ses parents qui possèdent 1,70 hectare de terres propices au maraîchage, cultivées par un paysan bio voisin et ami de la famille. Elle commence à « jardiner » sur quelques ares, puis à vendre ses légumes à son entourage. C'est à l'occasion d'un café-installation organisé par l'association Cap 44<sup>(1)</sup> qu'elle prend connaissance de l'existence de la Ciap. Et en 2014, elle entre en stage « paysan créatif ». « L'apport essentiel de la Ciap », dit-elle, « a été de me donner confiance en mon projet. Ses animateurs et paysans référents avec lesquels elle m'a mise en relation me soutenaient réellement. J'avais la chance d'avoir le terrain et j'avais commencé à vendre des légumes ».

Sans attendre la fin de son stage, elle élabore son PDE<sup>(2)</sup> en vue de bénéficier des aides à l'installation. « J'hésitais un peu à entrer dans ce parcours, j'avais peur de devoir m'engager dans des investissements trop importants pour que mon projet soit accepté. »

Aujourd'hui, Pauline est une « installée aidée » : « Ça correspond bien à ce à quoi je m'attendais. Le métier me passionne, par son côté créatif et concret, par sa signification sociale et écologique. Et puis par l'autonomie dans ses différents aspects. » Elle produit en bio une cinquantaine de légumes et variétés différentes pour la vente directe, à la ferme, sur des marchés, à un restaurateur et une cantine scolaire. Elle s'est endettée pour l'installation d'irrigation, la construction d'un bâtiment de conditionnement, stockage et vente. Elle adhère à une Cuma pour quelques travaux du sol et se retrouve

en réseau avec plusieurs maraîchers bio de la région.

Son conjoint travaille en maintenance industrielle (électricité) et n'hésite pas à lui donner le coup de mains sur les installations à réaliser... en période hivernale, car en saison le travail est intense, même si Pauline veille à ne pas travailler le dimanche.

Après seulement deux ans d'installation, avant même que sa ferme soit en vitesse de croisière, elle se rémunère environ 800 euros par mois. Son objectif est plutôt de baisser la pression du travail que d'augmenter significativement son revenu.

Si elle se déclare proche de la Confédération paysanne, la nouvelle paysanne n'a pas encore franchi le pas de l'adhésion, la tête dans le guidon entre sa ferme et sa famille ; elle a un petit bambin de sept ans. ▢

Propos recueillis par **Paul Bonhommeau**, gérant de la Ciap 44

(1) Les « cafés installation » sont des temps de rencontre conviviaux entre porteurs de projets d'installation agricole, paysannes et paysans en activité dont certain.es peuvent être à la recherche de repreneurs pour la transmission de leur ferme. Cap 44 est membre de la Fédération des associations pour le développement de l'emploi agricole et rural (Fadear).  
(2) Projet de développement de l'exploitation.

### Ciap ?

La Ciap de Loire-Atlantique est une société coopérative d'intérêt collectif (Scic) depuis 2014.

Le stage « paysan créatif » est le cœur de son dispositif d'accompagnement de toute personne porteuse d'un projet agricole précis (phase de pré-installation) : le candidat paysan est officiellement stagiaire de la formation professionnelle qui lui assure couverture sociale et indemnisation minimum. Un.e paysan.ne référent.e l'accompagne tout au long de son parcours.

La Ciap assure également un portage temporaire du projet, se chargeant de l'hébergement juridique, administratif et commercial de l'activité économique du stagiaire. Enfin la Ciap 44 propose un espace test pour l'accueil d'un an – correspondant à un cycle de production – pour l'instant spécifique au maraîchage, même si la coopérative travaille de plus en plus à l'installation en élevage ou autres productions.

La Ciap a essayé ces trois dernières années dans plusieurs départements, principalement dans le Grand-Ouest de la France. [www.jeminstallepaysan.org/Ciap44](http://www.jeminstallepaysan.org/Ciap44)

# Une ferme diversifiée pour travailler à plusieurs

**Nicolas Calame est paysan à Saint-Plantaire, dans le sud de l'Indre, département dont il est le porte-parole de la Confédération paysanne.**

À la veille des années 2010, après quelques années de salariat sur la ferme familiale des Ossons, Nicolas Calame s'installe avec Daniel, son père, comme associé de l'EARL<sup>(1)</sup> où il remplace sa mère partant à la retraite. Charlotte, sa compagne, devient salariée sur l'exploitation.

À trois, voire quatre avec un apprenti, ils poursuivent les productions présentes sur la ferme. Sur une centaine d'hectares, ils élèvent un troupeau de limousines qu'ils engraisent et des chèvres laitières. Les animaux sont vendus à la Celma, coopérative locale, le lait est collecté par la coopérative de ramassage CSNL et vendu à l'entreprise Rians.

Une attention particulière est prêtée à l'autonomie alimentaire pour les animaux. Dès 2010, elle est atteinte pour les bovins. En 2011, les terres et ce troupeau sont convertis en agriculture biologique. Cette autonomie est possible grâce à une gestion fine et réfléchie des prairies et fourrages, et à une diversité de cultures. En plus de céréales pures, des mélanges à base de triticale-avoine-pois et des protéagineux comme la féverole sont cultivés pour compléter les rations. Des cultures comme le soja et le lupin sont aussi testées.

Fin 2012, Daniel prend sa retraite d'exploitant mais reste salarié à temps partiel sur la ferme et un nouveau salarié est embauché.

Fin 2013, Bertrand Joyeux devient également salarié. Comme le travail se passe bien et que tout le monde se retrouve dans le fonctionnement, Bertrand et Charlotte décident de s'installer avec Nicolas et d'embaucher Christophe Alaurant. La structure passe en Gaec. En 2015, c'est donc cinq personnes (pour 4,4 ETP) qui travaillent aux Ossons.

Nicolas poursuit : « Après l'autonomie alimentaire, passer à l'agriculture biologique, c'était la satisfaction de se réappropriier le métier de paysan et de ne plus "engraisser" les fournisseurs d'aliments du bétail, d'engrais, de produits phytosanitaires, de semences, etc. »

### Trois troupeaux

Le système herbager répond maintenant aux besoins de trois troupeaux : bovins (45 limousines), caprins (200 chèvres) et ovins (troupe de 150 brebis en constitution et dont la rentabilité sera en partie liée à l'ouverture d'un magasin de producteurs « bio »).

L'assolement peut fournir 75 hectares de prairies temporaires diversifiées à durée minimum de cinq ans et dans les 45 hectares de cultures, on trouve des blés (quatre variétés), des méteils récoltés en grain (épeautre, blé, avoine, triticale, pois fourrager...), du trèfle incarnat en culture dérobée, du maïs ensilage, de la féverole, du méteil à vocation énergétique... La ferme dispose maintenant d'assez de recul pour démontrer qu'il est possible d'engraisser en autonomie des jeunes bovins mâles de race limousine sans dégradation pour la vente et avec une réappropriation des marges.

Tout cela semble bel et bien cohérent avec la démarche d'agriculture paysanne portée par la Confédération. Nulle surprise de voir Nicolas pleinement engagé dans le syndicat dont il est le porte-parole de la structure départementale de l'Indre. « La Conf', j'y suis tombé dedans petit, avec mes parents. Je n'oublie pas le mouton noir du Larzac collé sur le frigo familial, ni les dessins de Samson dans Campagnes solidaires ou les rassemblements énormes de 2000 et 2003 à Millau et sur le plateau, qui montraient toute l'intelligence d'initiatives paysannes et le sillon que nos idées pouvaient tracer dans la société. Sinon, l'application du projet de la Conf' sur notre ferme, c'est de faire vivre quatre fois plus de personnes par rapport à la ferme moyenne de l'Indre, et ce avec des productions classiques, majoritairement en circuits longs. Même si aujourd'hui, notre nouveau projet, c'est monter un magasin paysan avec des collègues de notre secteur.

Mais c'est aussi essayer de transmettre nos valeurs en accueillant des jeunes en formation (apprentis, stagiaires, classes...) pour leur montrer qu'une autre agriculture est possible et que notre voisin est un collègue, pas une ferme à reprendre à l'agrandissement. Enfin, avec deux installations hors-cadre familial, c'est donner goût au métier et démontrer qu'il peut être accessible si l'on n'est pas trop gourmand lors de la transmission. »

**Jean-Claude Moreau,**  
paysan retraité dans l'Indre

(1) Entreprise agricole à responsabilité limitée.



L'équipe de la ferme des Ossons. De gauche à droite : Christophe, salarié, Sylvain, apprenti, Daniel, le père de Nicolas, puis les trois associés – Bertrand, Nicolas et Charlotte.

Au premier plan Tito et Arthur, enfants de Nicolas et Charlotte. Nicolas : « L'application du projet de la Conf' sur notre ferme, c'est de faire-vivre quatre fois plus de personnes par rapport à la ferme moyenne de l'Indre, et ce avec des productions classiques, majoritairement en circuits longs. »



# « Dès que je serai installé, adhérer à la Confédération paysanne sera mon premier acte »

**Rémy de Groulard, 32 ans, finalise la reprise d'une ferme maraîchère dans les Yvelines, avec son frère Christophe, 38 ans. La production – 50 variétés de fruits et légumes sur 2 hectares – serait vendue en direct à la ferme et en paniers à des associations de consommateurs sur Paris.**

### D'où vient ce projet d'installation ?

Mon père était forestier, ma mère a travaillé en haras national puis comme animatrice en ferme pédagogique. J'ai donc grandi entre la forêt et les animaux. J'ai ensuite orienté mes études vers l'agriculture, avec un BTS ACSE<sup>(1)</sup> par apprentissage sur une ferme maraîchère à côté de Rambouillet. Mon projet s'est précisé au fil des ans : au-delà de travailler quotidiennement dans la nature, il est devenu essentiel pour moi d'ouvrir un jour ma ferme au public pour qu'elle devienne aussi un support de communication.

### Quelles sont tes expériences en agriculture ?

Elles sont nombreuses. Parmi les plus marquantes : j'ai fait mon stage de découverte d'entreprise en 3<sup>ème</sup> à la Bergerie nationale de Rambouillet. Tous les matins j'essayais d'arriver le premier pour la traite à 6 heures, en vélo et à la lampe frontale en plein mois de décembre !

J'ai ensuite fait ce BTS puis j'ai travaillé cinq ans pour une PME semencière qui

contribue au développement du maraîchage en Afrique subsaharienne, ce qui m'a amené à beaucoup voyager. Cette expérience m'a donné une vision globale des défis de l'agriculture, notamment celui de la souveraineté alimentaire.

### Comment vois-tu l'agriculture d'aujourd'hui et son évolution depuis 30 ans ?

Ce qui m'a le plus marqué étant jeune, c'est le scandale de la vache folle. J'étais alors en primaire. Mes copains et moi étions effrayés quand on voyait un steak arriver dans nos assiettes ! Plus récemment, c'est de la viande de cheval que l'on a retrouvée à la place du bœuf dans les plats surgelés. Je retiens que malgré des normes et une pression administrative de plus en plus fortes, les industriels trouveront toujours un moyen de duper le consommateur. Des choses positives se sont également produites ces dernières années, comme le retour en puissance des circuits courts ou le Grenelle de l'environnement.

Mon point de vue est que l'agriculture est en train de se diviser en deux : il y a celle qui dépend de stratégies industrielles, qui se veut toujours plus imposante avec plus de moyens, de machines, de subventions, qui à chaque bilan intermédiaire – avec 150 suicides par an – conclut que les agriculteurs et les agricultrices ne gagnent pas assez leur vie... et que les problèmes ne sont pas résolus.

De l'autre côté, il y a celle des paysannes et des paysans qui veulent rester maîtres chez eux, notamment du prix auquel ils vendent leur production, que ce soit par la vente directe ou par l'organisation en coopérative, à condition que celle-ci soit réellement dirigée par les paysan.nes, en fonction de leurs intérêts.

En Ile-de-France, les deux principaux défis auxquels nous devons faire face sont celui du développement urbain, qui bétonne des terres extrêmement fertiles, et celui de l'installation des jeunes paysannes et paysans en diversification. Il est paradoxal qu'avec un tel bassin de consommateurs, demandeurs de produits de qualité et locaux, les politiques n'aillent pas davantage dans le sens de la souveraineté alimentaire.

### Quel est ton rapport à la Confédération paysanne ? Comment as-tu entendu parler d'elle ?

Mes premiers échos de la Conf' datent des fauchages de champs de maïs OGM.

Ensuite, en discutant avec des paysans, notamment lors d'une expérience en tant que technico-commercial en Bretagne, j'ai découvert que je me retrouvais dans le discours du syndicat. Je suis aussi toujours en contact avec mon maître d'apprentissage de BTS qui est un adhérent investi au sein de la Conf' en Ile-de-France.

Ce que je retiens du syndicat est qu'il défend une agriculture pleine de bon sens, qui permettrait de résoudre bien des défis. Pour moi, le paysan de la Conf' est un paysan pour qui la vie n'est pas toujours rose mais qui est fier et heureux de ce qu'il fait. Il ne demande pas plus de subventions mais simplement que l'agriculture paysanne puisse se développer davantage.

Dès que je serai officiellement installé d'ici quelques semaines, adhérer à la Confédération paysanne sera mon premier acte. Et d'ici quelque temps, quand j'aurai une bonne maîtrise de l'outil de production que je reprends, j'aimerais effectivement m'investir dans le syndicat. 

Propos recueillis par **Lucas Lebrun**, étudiant à Sciences-Po Paris, en stage de fin d'études à la Confédération paysanne d'Ile-de-France



Rémy de Groulard : « En Ile-de-France, les deux principaux défis auxquels nous devons faire face sont celui du développement urbain, qui bétonne des terres extrêmement fertiles, et celui de l'installation des jeunes paysannes et paysans en diversification. »

(1) Analyse conduite et stratégie de l'entreprise agricole

## Face au loup et à la détresse du monde

À 34 ans, Claire Giordan est bergère dans le Vallon de Caïros, dans les Alpes-Maritimes. Quand pour la première fois de sa vie, elle se rend à Paris, c'est pour y mettre des brebis aux Tuileries !

Claire Giordan est née à Draguignan, dans le Var, en 1983. On la trouve dès son plus jeune âge au cul des brebis, avec ses parents, d'abord à Bargème, dans le Var, puis à Castellane, dans les Alpes-de-Haute-Provence. Là, Claire obtient un BEP « Production animale » à Carmejane et un bac pro « Comptabilité Gestion Exploitation Agricole ». Durant ses études, alors que d'autres fréquentent les bars et les centres culturels, elle rôde au Centre d'études et de réalisations pastorales Alpes Méditerranée (Cerpam) et à la chambre d'agriculture. Et pendant les vacances, elle garde les brebis !

À 20 ans, elle arrive dans la vallée de la Roya avec l'Association pour la promotion du pastoralisme dans les Alpes-Maritimes (Appam). Elle continue à vivre sa passion en travaillant de ferme en ferme jusqu'à ce qu'elle rencontre son troupeau et son berger, à 22 ans. Ils sont aujourd'hui en Gaec à Saorge, dans la vallée du Caïros, à une heure et demie de route au nord de Menton. La famille élargie se compose de 750 brebis (des Mérinos d'Arles antiques), de quelques

chèvres, de chiens, de chats et de deux filles : Coline, dix ans, et Émilie, six ans (la future femme de mon fils !).

Suivant l'herbe, le climat et les saisons, sauf en période d'agnelage, les brebis pâturent dans les montagnes du Mercantour, entre 800 m et 2 400 m d'altitude. À l'automne, les tardons, agneaux élevés à l'herbe des alpages, se vendent. Et l'on vient de toute la France chercher des béliers et des agnelles de reproduction.

Pour valoriser la laine de qualité (due autant à la race qu'aux bons soins), Claire et d'autres éleveuses ont créé la Sarriette : une association qui vend et promeut la laine de leurs élevages. Volontairement sans l'aide de salarié, ces jeunes bergères dynamiques gèrent tout le processus de création,

de transformation et de vente. Transformée exclusivement en France, la laine devient pelotes, chaussettes, pulls ou écharpes. Ce qui permet à Claire de tricoter sa propre laine tout en gardant ses brebis ! Depuis peu, elle a également rejoint l'association Merilainos qui œuvre pour valoriser la laine de la brebis Merinos d'Arles<sup>(1)</sup>.

Co-secrétaire de la Confédération paysanne des Alpes-Maritimes, Claire participe aux travaux de différentes commissions – Pac, loup, élevage – et représente le syndicat dès qu'il le faut. Pour défendre les

paysannes et paysans de la Conf', elle est venue manifester à Paris et réclamer à l'État la protection de l'élevage face au loup. Pour l'occasion, un troupeau de brebis avait été installé dans le Jardin des Tuileries. Car la pression est énorme pour les bergers du Mercantour, notamment : dans les Alpes-Maritimes, 3 111 animaux d'élevage ont été reconnus victimes d'attaques de loups pour la seule année 2016.

Paysanne engagée et solidaire, Claire Giordan incarne bien nos idées et défend avec la Confédération paysanne un mode d'élevage pourtant aujourd'hui montré du doigt



Claire Giordan élève 750 brebis et quelques chèvres dans le massif du Mercantour où les éleveuses et les éleveurs doivent faire face avec leurs troupeaux à des attaques de plus en plus nombreuses de loups.

droits des paysannes, des paysans et une agriculture de qualité, elle retrouve son patois d'enfance quand la moutarde lui monte au nez !

Elle s'engage aussi par des dons de nourriture de sa ferme auprès des réfugiés bloqués à la frontière franco-italienne. Régulièrement, des habitantes et habitants de la Roya voisine descendent en voiture à Vintimille distribuer les repas qu'ils ont confectionnés dans la vallée aux migrantes et migrants venus d'Afrique ou du Moyen-Orient mais empêchés d'aller plus loin dans leur terrible voyage (cf. CS n° 324).

Fait rare, cette passionnée a laissé son troupeau quelques jours en décembre dernier pour défendre son mode de vie et sa passion. Avec une cinquantaine d'autres

par certains acteurs de la société qui nous voient nous aussi comme des exploitants d'animaux et des meurtriers au mode de vie archaïque. Alors que pour nous, éleveuses et éleveurs transhumants, l'élevage est un échange fait de dons et de contredons. Et dans cette vie partagée avec les animaux. Nous, qui répétons des gestes millénaires, savons, au fond de nos cœurs, que nous sommes l'avenir. ▢

**Alan Quint,**  
paysan dans la vallée de la Roya,  
co-porte-parole de la Confédération paysanne  
des Alpes-Maritimes

(1) Les mèches de cette laine, l'une des plus fines d'Europe, sont résistantes, ondulées et plutôt longues. Son usage textile pour des produits fins, doux et souples, est de ce fait indiqué (cf. CS n° 322).

### Pas encore 30 ans mais déjà à la fête !

Ils n'ont pas encore trente ans mais depuis le début de l'année, Valentine, Marion et Morgan ont repris la ferme des parents de Valentine, à Hiesse (Charente), commune voisine d'Alloue où la Confédération paysanne fêtera ses 30 ans, du 18 au 20 août.

Aujourd'hui, la ferme du Riveau couvre 75 hectares sur lesquels sont réparties diverses productions : des légumes et des fruits pour la transformation, des prairies mellifères pour les abeilles, des champs de céréales. Mais cette ferme est surtout l'histoire de la transmission de René et Nicole Debiais, paysans depuis 35 ans, à trois jeunes qui ont la volonté commune de devenir paysans et de maintenir en activité ce havre de paix.

des associés pour construire un projet qui permettrait de poursuivre l'activité de la ferme familiale, elle rencontre Marion et Morgan. Ensemble, ils se lanceront dans l'aventure qu'est le parcours à l'installation !

Comme Valentine, Marion Jasmain, 28 ans, ne s'est pas tournée vers l'agriculture dès la fin de l'école. Avec en poche un bac comptabilité – gestion et un BTS de management des unités commerciales, elle se sensibilise à l'écologie et, après quelques expériences professionnelles agricoles, s'installer est alors une évidence pour elle. Elle rencontre Valentine et succombe au charme de la ferme, entamant un parrainage d'une année avec René et Nicole.

Morgan Rey, 26 ans, le compagnon de Marion, est initié par ses parents dès son

légumes. À ces activités, les trois nouveaux équipiers ajoutent la création d'un atelier de poules pondeuses et le développement de l'atelier apicole. La conduite en agriculture biologique est un impératif pour chacun d'entre eux. Ils font le choix de s'installer en société, souhaitant trouver dans le travail à plusieurs une dynamique plus forte et bénéfique. Travailler en équipe permet aussi le partage et la complémentarité des compétences.

Valentine s'occupe des ruches et de leurs habitantes sur l'atelier apicole. Elle partage avec Marion la gestion de l'atelier de transformation des fruits et légumes. Marion gère également l'élevage des poules, débuté courant mai. Morgan, les deux pieds dans les bottes, s'occupe des cultures légumières et céréalières. Chacun a ainsi la responsabilité de la gestion d'un atelier ; ils tra-

vailent ensemble sur les tâches qui nécessitent beaucoup de main-d'œuvre et durant les saisons où le travail peut être très intensif. En plus du travail agricole, ils assurent ensemble la gestion de la ferme et partagent le pouvoir décisionnel, tout en veillant à ce que chacun puisse trouver son équilibre dans le fonctionnement global.

L'avantage des jeunes paysans et paysannes c'est qu'ils savent utiliser leurs réseaux pour communiquer, avoir de la visibilité, et surtout ne pas rester seuls dans leur coin et s'ouvrir au monde qui les entoure. Entre autres activités extérieures à celles de



Marion, Valentine et Morgan. Le 16 septembre, les trois nouveaux paysans ouvriront pour la première fois les portes de leur ferme. Au programme : visites et découverte du site et des productions, restauration, sortie nature, conférence gesticulée et concert ! (cf. la page Facebook de la ferme du Riveau)

La reprise est effective depuis le 1<sup>er</sup> janvier de cette année, avec trois associés :

Valentine, 29 ans, a grandi sur la ferme du Riveau. Après un master en gestion durable des paysages et un poste d'animatrice territoriale pour le Conservatoire d'espaces naturels de la région Centre, elle profite de l'approche de la retraite de ses parents pour penser la reprise de la ferme dans le cadre d'une reconversion professionnelle. Passionnée par l'apiculture qu'elle découvre avec son père, Valentine se forme au lycée agricole de Venours et auprès de professionnels apiculteurs. Après avoir cherché

plus jeune âge à un mode de pensée alternatif. Il passe un BEP d'électrotechnicien, puis se tourne vers les métiers du bois et obtient un CAP de tonnelier. Il exercera cette profession pendant plusieurs années. Hors cadre familial et sans expérience du métier, devenir paysan est un vrai défi qu'il lui aurait été difficile de relever sans la possibilité de se former au préalable. C'est pourquoi, quittant son travail, il commence un parrainage au Riveau, début 2016.

La transmission de la ferme porte donc sur la reprise d'une exploitation en polyculture et la transformation de fruits et

la ferme, Valentine participe à la préparation de la grande fête qui célébrera à Alloue, la commune voisine, les 30 ans de la Confédération nationale dont elle est bien sûr adhérente, tout comme ses associés. Elle s'occupe plus particulièrement de l'hébergement et de la communication locale. Des centaines de paysannes et de paysans y sont attendues, venant de toute la France, du 18 au 20 août. 

**Catherine Chanavat**, paysanne en Charente, membre du comité national de la Confédération paysanne, coordinatrice du comité de pilotage de la fête des 30 ans de la Conf', à Alloue (Charente)

# Rejoignez les Ami.es de la Confédération paysanne !

**Vous n'êtes pas paysan ou paysanne mais vous souhaitez soutenir la Confédération paysanne ? Rejoignez donc l'association des Ami.es de la Conf' !**

**D**epuis trop longtemps l'agriculture n'est pas un sujet du débat démocratique. Les élections nationales et européennes se succèdent et c'est toujours la même politique agricole. L'orientation des aides publiques n'a jamais été discutée publiquement. L'industrialisation de l'agriculture n'est pas un sujet politique. Les OGM avancent aujourd'hui cachés... Le monde agricole se vit comme isolé du reste de la société. La société ne s'intéresserait-elle donc pas à ce qu'il se passe dans les champs ?

Ce temps est révolu.

Nous voulons savoir ce qu'il se passe dans nos campagnes parce que nous voulons savoir ce que nous mangeons, l'origine des produits et dans quelles conditions sociales et environnementales ils ont été produits. Nous avons notre mot à dire et nous entendons le faire entendre.

Nous, urbains, nous dépendons de nos campagnes pour nous nourrir. Nous, ruraux, nous voyons nos campagnes se vider. Nous, parents, nous nous inquiétons de ce que mangent nos enfants. Nous, enfants, nous nous demandons ce que nous mangerons demain.

Mais au-delà de ces questions, nous avons des solutions.

Nous portons un projet, une cohérence, une perspective : l'agriculture paysanne pour atteindre la souveraineté alimentaire.

Aujourd'hui, les paysan.nes de la planète sont capables de produire assez pour nourrir 10 milliards d'habitants avec l'agriculture paysanne.

Malheureusement, trop au Nord, pas assez au Sud, les quantités sont mal réparties et la faiblesse des revenus limite l'accès des peuples à l'alimentation. Les pays industriels producti-

vistes viennent en plus écouler leurs surproductions et menacer l'agriculture familiale locale, accentuant l'exode rural.

La souveraineté alimentaire, c'est garantir à chaque peuple une alimentation de qualité, en quantité nécessaire, à des prix abordables pour toutes et tous garantissant un revenu décent aux paysan.nes, et c'est choisir l'agriculture et les politiques publiques d'alimentation qui vont avec.

C'est soutenir les luttes paysannes pour l'accès aux terres, pour le droit de choisir ses semences, ses pratiques agricoles et ses circuits de distribution, et assurer aux salarié.es agricoles des conditions de travail décentes.

C'est s'assurer que les choix politiques qui sont faits en notre nom vont dans le sens de l'intérêt général.

En France, le syndicat agricole qui soutient l'agriculture paysanne et la souveraineté alimentaire est la Confédération paysanne. Le combat de la Confédération paysanne, c'est notre combat, pour des paysannes et des paysans nombreux sur des territoires

vitalisés par l'activité rurale et les services publics.

Parce que l'agriculture nous concerne tous et toutes, parce que l'alimentation est l'affaire de tous et toutes, nous, les Ami.es de la Conf', voulons que l'avenir de l'agriculture soit débattu publiquement et que les citoyen.nes s'associent aux luttes paysannes.

L'agriculture est un sujet trop important pour le laisser entre les mains de celles et de ceux qui nous ont conduits dans l'impasse économique et la crise structurelle sans fin ! n

... DES CLIENTS,  
DES ABONNÉS,  
DES RELATIONS,  
DES ALLIÉS,  
DES CONNAISSANCES,  
DES OBLIGÉS,  
DES SOUTIENS  
FINANCIERS,  
DES LÈCHE-  
BOTTES



<http://lesamisdelacnf.org>

## Aidez à la réussite de la fête des 30 ans de la Conf' !

Pour réussir sa fête d'anniversaire – qui se tiendra du 18 au 20 août à Alloue (Charente) (voir page suivante) –, la Confédération paysanne fait appel à toutes et tous, paysannes, paysans ou autres habitant.es de la planète, pour financer l'événement. Un appel à dons est ainsi en cours, auquel vous pouvez répondre en allant sur le site :

[www.helloasso.com/associations/confederation-paysanne/collectes/les-30-ans-de-la-conf](http://www.helloasso.com/associations/confederation-paysanne/collectes/les-30-ans-de-la-conf)  
Merci !

# LA CONFÉDÉRATION PAYSANNE

FÊTE SES

30 ans

CONCERTS GRATUITS  
LA RUE KETANOU  
ZOUFRIS MARACAS  
HK ET LES SALTIMBANKS  
GAUVAIN SERS

18 AU 20  
AOÛT  
2017

À ALLOUE (16)

plus d'informations sur : [www.30ansdelaconf.fr](http://www.30ansdelaconf.fr)

- Débats - Marché paysan - Stands associatifs - Concerts -